

# ENTRE LE VRAI

# ET LE FAUX

**COMMENT LA MÉSINFORMATION ET LA DÉSINFORMATION EN LIGNE  
AFFECTENT LA VIE, L'APPRENTISSAGE ET LE LEADERSHIP DES  
FILLES ET DES JEUNES FEMMES**



# ENTRE LE VRAI ET LE FAUX

COMMENT LA MÉSINFORMATION ET LA DÉSINFORMATION EN LIGNE AFFECTENT LA VIE, L'APPRENTISSAGE ET LE LEADERSHIP DES FILLES ET DES JEUNES FEMMES

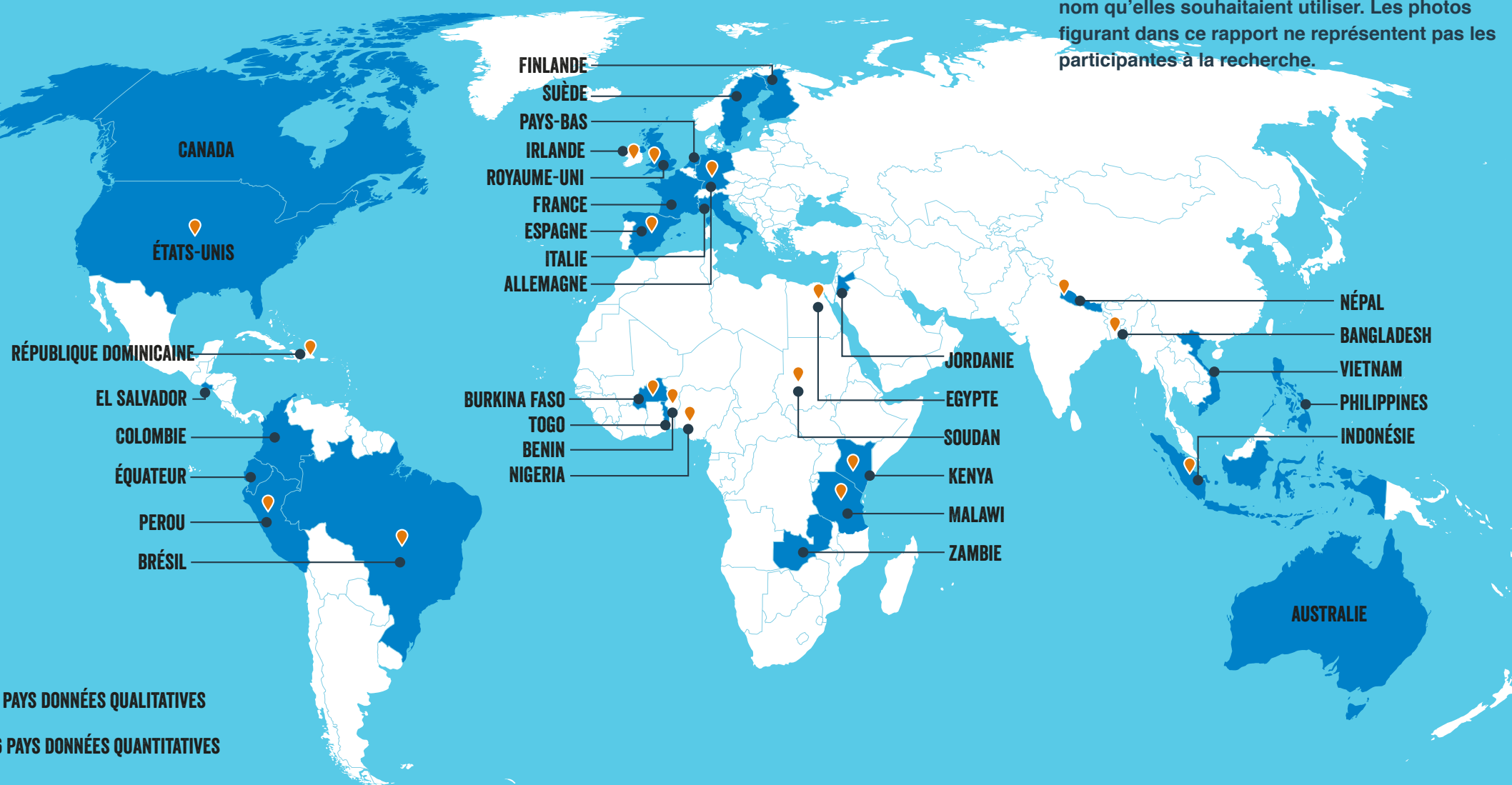
## RAPPORTS « LA SITUATION DES FILLES DANS LE MONDE »

Plan International a publié son premier rapport « La situation des filles dans le monde » en 2007. Le rapport de 2021 sur Comment la mésinformation et la désinformation en ligne affectent la vie, l'apprentissage et le leadership des filles et des jeunes femmes est le quatrième d'une nouvelle série dans le cadre de laquelle, chaque année, seront examinés les comportements, les attitudes et les convictions qui limitent la liberté des filles et leurs opportunités dans des environnements ou des secteurs spécifiques.

Cette année, les recherches ont été menées dans 33 pays, comprenant la conduite d'une enquête auprès de 26 000 adolescentes et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans dans 26 pays, ainsi que des entretiens qualitatifs approfondis dans 18 pays.

Pour une description complète de la méthodologie de recherche, voir page 43.

**N.B. Les noms des filles et des jeunes femmes présentées dans ce rapport ont été changés pour préserver leur anonymat et, dans la quasi-majorité des cas, ce sont elles qui ont choisi le nom qu'elles souhaitaient utiliser. Les photos figurant dans ce rapport ne représentent pas les participantes à la recherche.**



Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle par Plan International.

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Préface                                                                                                                                                                                         | 4  |
| Avant-propos                                                                                                                                                                                    | 5  |
| Principaux constats                                                                                                                                                                             | 6  |
| Introduction                                                                                                                                                                                    | 8  |
| Planter le décor                                                                                                                                                                                | 10 |
| Application d'une perspective de genre : la mésinformation et la désinformation dans la vie des adolescentes et des jeunes femmes                                                               | 11 |
| La prévalence et la diffusion de la mésinformation et de la désinformation                                                                                                                      | 13 |
| Les plateformes en ligne se mobilisent                                                                                                                                                          | 14 |
| Veille                                                                                                                                                                                          | 16 |
| Ce que nous avons appris                                                                                                                                                                        | 18 |
| 1. L'importance des médias sociaux et de la connectivité en ligne pour les filles et les jeunes femmes                                                                                          | 19 |
| 2. Les filles et les jeunes femmes utilisent à la fois les sources de médias traditionnels et les médias sociaux pour obtenir des informations et apprendre en ligne                            | 21 |
| 3. Les filles et les jeunes femmes se méfiaient des sources en ligne et la mésinformation et la désinformation les inquiétaient                                                                 | 24 |
| 4. La mésinformation et la désinformation limitent la vie des filles et des jeunes femmes et ont des incidences négatives sur leur santé mentale                                                | 27 |
| 5. Les filles et les jeunes femmes peuvent rencontrer des difficultés pour repérer les fausses informations, et elles bénéficieraient de conseils en éducation aux médias numériques            | 29 |
| 6. Les filles et les jeunes femmes aspirent au changement : les gouvernements, les sociétés de médias sociaux et les sources de nouvelles et les médias traditionnels doivent passer à l'action | 32 |
| Programme et pratiques                                                                                                                                                                          | 34 |
| Conclusion                                                                                                                                                                                      | 36 |
| Recommandations                                                                                                                                                                                 | 38 |
| Méthodologie                                                                                                                                                                                    | 43 |
| Notes de fin                                                                                                                                                                                    | 45 |

# PRÉFACE

La présence de la désinformation et des fausses informations a explosé depuis le début de la pandémie de COVID-19, et celles-ci constituent une réelle entrave à la liberté des filles en ligne. Les réseaux sociaux au Bénin, au Cameroun et ailleurs ont été pollués par de fausses informations et du contenu mensonger, créant des environnements qui **ne promeuvent pas la participation civique et politique, en particulier pour les filles et les jeunes femmes.**

En tant que jeunes, nous devons non seulement être protégés contre les mauvais traitements et le harcèlement en ligne, mais nous devons également être en mesure de naviguer sur Internet en toute sécurité, de trouver des informations exactes et de faire la part entre ce qui est vrai et ce qui est faux.

Les plateformes en ligne offrent un outil puissant aux jeunes femmes et aux filles pour instaurer le changement. D'un autre côté, **la désinformation et la désinformation renforcent les préjugés et perturbent les actions des filles.** Ce problème peut déboucher sur des préjugés physiques et la censure et compromettre la liberté d'expression. Il peut également affecter la santé

mentale des filles et éroder considérablement leur estime de soi. Les fausses informations créent un environnement hostile en ligne, elles suscitent des craintes chez les filles et elles empêchent l'utilisation de bonnes informations à des fins utiles.

Ces incidences constituent des obstacles pour les filles et les jeunes femmes qui utilisent l'Internet et apprennent en ligne.

Pour lutter contre ce phénomène et faire en sorte que les filles puissent s'exprimer librement en ligne, il est nécessaire d'encourager les internautes à contrôler les informations auxquelles ils sont exposés, à développer un esprit critique et à remettre en cause la fiabilité des informations avant de les croire et de les partager. Il faut également promulguer des lois pertinentes dans ce domaine. En l'occurrence, nous devons reconnaître l'importance de protéger la liberté de parole et d'expression.

Il faut une réponse transformatrice à même de renforcer la capacité des filles et des jeunes femmes à utiliser les espaces en ligne en toute sécurité. **Les filles**

**ont besoin d'être écoutées sans craindre de subir de mauvais traitements, et elles devraient pouvoir jouir équitablement de la liberté et de la sécurité.** Nous examinons ce sujet en vue de continuer à protéger les droits des filles et des jeunes femmes et d'offrir l'égalité des chances à tout le monde. **Nous devons lutter de toutes nos forces contre ces fléaux !**



# AVANT-PROPOS



**Bhagyashri Dengle**

Directrice exécutive pour l'Asie-Pacifique et les Politiques et pratiques, Plan International

On ne saurait trop sous-estimer l'importance des espaces numériques dans le monde actuel – une importance que la COVID-19 a rapidement accrue. Nombre d'entre nous, en particulier les jeunes, passent une grande part de leur vie en ligne, ce qui peut poser certaines difficultés. Il est évident que l'Internet rassemble les personnes et que l'on y trouve des informations et des liens essentiels. Mais les interactions en ligne et sur les réseaux sociaux peuvent également être oppressantes, et la foule d'informations souvent fausses provenant de personnes et des groupes divers est plutôt déroutante qu'instructive : les informations et les discussions utiles se perdent dans un trop-plein de demi-vérités, de désinformation et de propagande.

L'an dernier, le rapport de Plan International intitulé **La situation des filles dans le monde** a examiné les types de harcèlement et de mauvais traitements que les filles et les jeunes femmes dans toute leur diversité subissent en ligne. Ces mauvais traitements sont omniprésents et effrayants et, bien trop souvent, ils amènent leurs victimes à décider de ne plus aller sur Internet. Cette année, nous analysons l'impact des fausses informations et de la désinformation en ligne – face auxquelles de nombreux jeunes ne sont pas suffisamment armés. Ces problèmes réduisent également les filles au silence en limitant leurs possibilités et en compromettant leur bien-être. Un grand nombre d'entre elles ont confié que, pour elles, les fausses informations en ligne étaient démoralisantes, affligeantes et préoccupantes et qu'elles avaient l'impression de ne pouvoir se fier pleinement à aucune source en ligne. Pour les filles et les jeunes femmes qui doivent prendre d'importantes décisions – pour leur avenir éducatif et professionnel, leurs choix électoraux et l'obtention de conseils sur leur santé sexuelle et reproductive –, l'accès à des informations fiables et factuelles est absolument vital.

L'Internet peut être un outil puissant pour faire avancer l'égalité de genre en permettant aux filles de réaliser leur plein potentiel et de poursuivre leurs aspirations à devenir des leaders et des citoyennes actives. Il peut également amplifier les voix des adolescentes, en réunissant les idées et les esprits par-delà les frontières et les cultures. Si les filles et les femmes sont limitées dans leur accès à l'Internet et aux compétences requises pour y naviguer, cela limitera tous les autres aspects de leur vie.

Au travers de nos recherches, nous avons observé que les filles elles-mêmes appelaient à l'intégration de l'alphabétisation numérique dans les systèmes éducatifs dès le primaire. Pour y parvenir de façon efficace, il faut reconnaître les besoins spécifiques des filles et des jeunes femmes dans toute leur diversité. Il est essentiel de comprendre clairement comment l'intersection entre l'âge et le genre affecte les inégalités qui sont perpétuées dans les espaces en ligne. Il est également impératif de résoudre ces problèmes, tant à travers l'action des gouvernements, notamment en matière d'éducation, qu'avec un effort réel de la part des plateformes en ligne afin de combattre les fausses informations par tous les moyens à leur disposition. En somme, nous devons toutes et tous assumer nos responsabilités si nous souhaitons éviter de laisser de côté toute une génération de filles et de jeunes femmes.

**« Sur Internet, j'ai découvert une multitude d'informations concernant l'égalité de genre et le féminisme, le changement climatique, la santé mentale, la violence fondée sur le genre, la sexualité et la santé sexuelle, la Covid-19 et les droits des personnes handicapées...ce qui me motive, ce sont mon empathie et ma détermination à m'engager dans la lutte pour la justice ». Lola, 18 ans, Bénin**



# PRINCIPAUX CONSTATS

Nous avons interrogé plus de 26 000 filles et jeunes femmes dans 26 pays.

**91 %** des filles et des jeunes femmes interrogées sont inquiètes au sujet de la mésinformation et/ou de la désinformation en ligne



**40 %** sont **extrêmement** ou **très inquiètes**.



La mésinformation et la désinformation ont des **répercussions négatives** sur **87 %** des filles et jeunes femmes que nous avons interrogées

**La mésinformation et la désinformation limitent le militantisme des filles**

**1 FILLE SUR 4** se sent moins sûre d'elle pour faire part de ses opinions



**1 FILLE SUR 5** n'interagit plus relativement à la politique ou aux affaires courantes



**7 FILLES ET JEUNES FEMMES SUR 10** n'ont jamais appris à repérer la mésinformation et la désinformation à l'école ou avec l'appui de membres de leur famille.



Pour la majorité des filles et des jeunes femmes interrogées, **aucune source d'informations en ligne**, quelle qu'elle soit, **ne leur inspire confiance**.

Les filles et les jeunes femmes passent énormément de temps en ligne. Dans le monde numérique d'aujourd'hui, il est essentiel de pouvoir accéder à l'Internet où, soit dit en passant, les disparités entre les genres continuent de poser un problème de taille. De même, il est impératif de disposer de compétences en navigation sur Internet pour pouvoir en optimiser le contenu.

Cette étude illustre clairement les avantages qu'offrent les sources en ligne et les plateformes de médias sociaux que les filles et les jeunes femmes utilisent : elles peuvent se connecter avec des personnes du monde entier qui partagent des idées similaires, trouver des informations sur des sujets qui sont tabous dans leur foyer et leur communauté, et mobiliser un soutien en faveur de leur militantisme. Mais il y a un inconvénient à cela. Elles sont également exposées à tout un univers truffé de fausses informations, d'opinions misogynes et de stéréotypes. En conséquence, elles sont confrontées dans des demi-vérités, des préjugés et des mensonges purs et simples avant de dénicher des informations factuelles indubitablement utiles et exactes et des opinions intéressantes. Tout le monde est concerné par les fausses informations, mais les conséquences pour les filles et les jeunes femmes sont particulières. Les inégalités de genre affectent chacun des aspects de leur vie et la mésinformation en ligne ne fait que les bâillonner davantage en limitant leurs ambitions et leur capacité à trouver des informations sur les questions qui les intéressent.

La mésinformation et la désinformation en ligne relèvent d'une question de droits humains, car elles affectent les droits des filles en termes de participation, d'éducation et de liberté d'expression. Quand les filles et les jeunes femmes ont du mal à distinguer la vérité de la fiction ou les faits de la propagande, cela ne fait qu'ébranler leur confiance dans toutes les sources d'information – les gouvernements, les universitaires, les journalistes, les dirigeants communautaires. Nous toutes et tous devons en avoir conscience, afin de comprendre les effets très spécifiques de la mésinformation et de la désinformation en ligne sur les filles et les jeunes femmes et de pouvoir concocter des solutions adaptées à leurs besoins.

« Je ne connais aucun cas où la mésinformation ne pose pas un problème ». Lily, 19 ans, Irlande

Les gouvernements doivent :

- ➔ **Dispenser** des programmes complets d'éducation aux médias numériques, y compris, si possible, dans le cadre des programmes d'enseignement scolaire, afin de répondre aux besoins spécifiques des filles et des jeunes femmes et de promouvoir l'égalité de genre.
- ➔ **Encourager la participation effective** des filles et des jeunes femmes aux discussions sur l'éducation aux médias numériques et sur les réglementations dans ce secteur, en veillant ce que leurs expériences soient prises en compte.
- ➔ **Apporter** un appui financier et technique aux organisations de jeunes féministes et aux groupes de défense des droits des filles, tant dans les technologies du numérique qu'en matière de civisme et de politique.

Les plateformes en ligne doivent :

- ➔ **Reconnaître et traiter** les conséquences qu'ont de la mésinformation et de la désinformation sur les filles en particulier, en s'associant également aux efforts de lutte contre la violence ciblée en ligne à l'égard des femmes et des filles.

« Le premier sujet sur lequel je souhaite trouver des informations en ligne est celui des droits humains, pour mieux les connaître : c'est le sujet principal de mon action militante – les droits humains des filles et des jeunes femmes ». Lisa, 15 ans, Brésil

# INTRODUCTION

Ces quatre dernières années, le rapport annuel de Plan International sur **la situation des filles dans le monde**, qui repose sur des études approfondies menées auprès de filles et de jeunes femmes du monde entier, présentait un tableau souvent sombre de leur vie, de leurs opportunités et de leurs expériences : une situation que seules l'énergie, l'initiative et la créativité dont un grand nombre de filles font preuve pour surmonter les défis auxquels elles font face viennent compenser.

En 2018, le rapport ***En danger dans la ville*** a révélé l'ampleur du harcèlement que subissent les filles et les jeunes femmes dans les rues des villes et les craintes qui en découlent. Le rapport de 2019 ***Réécrire son histoire*** examinait les incidences des stéréotypes dans les films et les médias sur la vie des filles et des jeunes femmes et sur leurs ambitions en termes de leadership et, l'an dernier, le rapport ***Libres de surfer en ligne*** examinait le phénomène inverse. Plutôt que d'être encouragées à s'exprimer librement en ligne, trop souvent, les filles subissent du harcèlement et des mauvais traitements, et elles sont dissuadées d'accéder aux espaces connectés.

Quatre années de recherche ont permis d'apprécier l'ampleur du travail qui reste à accomplir pour que les filles et les jeunes femmes dans toute leur diversité puissent prendre leur place de citoyennes égales, surmonter les préjugés et reconnaître et réaliser leur potentiel. Elles ont montré que la peur est un facteur très important dans la vie des jeunes femmes, qu'elle vient s'ajouter à un manque de confiance en soi – souvent le résultat de stéréotypes négatifs et de l'absence de modèles exemplaires et d'espaces sûrs – et qu'elle freine leurs ambitions. Dans de nombreuses circonstances différentes, les filles ont du mal à surmonter les obstacles qui les réduisent au silence et les empêchent d'accéder au pouvoir et au leadership.

En cette année 2021, alors que la pandémie de COVID-19 a accru la dépendance à l'Internet dans des proportions considérables, le rapport sur **la situation des filles dans le monde** est publié exclusivement en ligne. L'étude examine non pas le harcèlement et les mauvais traitements incessants que vivent les filles et les jeunes femmes, mais l'influence que les espaces en ligne auxquels elles sont exposées exercent sur leur niveau global de participation au monde dans lequel elles vivent. Quelles incidences positives ou négatives les informations, les images et les idées que l'on trouve sur Internet ont-elles sur leur éducation, leur militantisme et leur capacité

à trouver leur voie dans le monde ? Quelle est l'expérience des filles et des jeunes femmes en matière d'accès aux informations en ligne – y compris aux fausses informations et à la désinformation – et qu'apprennent-elles au sujet de leur place dans le monde et des questions civiques, politiques et sociales qui sont les plus importantes pour elles ?

**« Je suis convaincue que cela a apporté plus d'opportunités que de difficultés...les fausses informations existent parce que c'est tellement facile de partager librement des informations, mais c'est justement cette simplicité qui nous permet également à tous d'apprendre et de grandir ». Abbie, 19 ans, Irlande**

Bien que dans le rapport de cette année, nous nous éloignons du thème du harcèlement en ligne, il est clairement ressorti des résultats de nos recherches que la désinformation est inextricablement liée à la violence que subissent les femmes et les filles en ligne. Les méthodes de désinformation sont devenues des armes permettant de fabriquer du contenu mensonger et trompeur, destiné à entacher la réputation des filles et des femmes sur les plans personnel et professionnel, à les ridiculiser, à les humilier et à compromettre leur crédibilité. Les filles et les jeunes femmes voient le manège incessant des messages provocateurs, des menaces et des mensonges au sujet des femmes qui sont présentés au grand public. Elles sont exposées à des images et des articles sur ce qu'est un comportement « approprié » pour les filles, et sortir de l'ombre devient effrayant et inaccessible. Il est trop dangereux d'avoir de l'ambition.

Les résultats de l'étude nous ont également montré que la mésinformation suscite chez les filles la peur de se manifester en ligne : elles craignent de partager accidentellement de fausses informations ou de croire en quelque chose qui n'est pas vrai. Quand s'ajoute à cela le problème encore plus nocif de la désinformation, les filles se retrouvent dans un écosystème en ligne malsain et effrayant où leurs voix sont réduites au silence.

**« L'une des choses qui me font vraiment peur, c'est peut-être bien de me faire manipuler sans que je m'en rende compte. Et ensuite de partager de fausses informations ». Nabila, 18 ans, Allemagne**

## Mésinformation

**Des informations fausses, trompeuses et souvent préjudiciables que des personnes partagent par erreur<sup>1</sup>.**

**Pourquoi la mésinformation et la désinformation en ligne posent-elles un problème pour les filles et les jeunes femmes ? Ne sommes-nous pas forcément tous affectés ?**

Les fausses informations nous affectent toutes et tous – elles sont très répandues et inévitables –, mais pour les filles et les jeunes femmes qui découvrent le monde et la place qu'elles y occupent, ce type d'information peut avoir des conséquences dévastatrices. L'un des enseignements que nous avons tirés de nos quatre années de recherches auprès et à propos des filles et des jeunes femmes est que la misogynie se présente sous de nombreuses formes et apparences. Les actes de harcèlement dont les personnes interrogées dans le cadre des recherches nous ont parlé l'an dernier étaient personnels et ciblaient des filles et des jeunes femmes spécifiquement sur la base de leur genre et d'une multitude d'autres caractéristiques croisées : la race, l'orientation sexuelle, le handicap, l'identité de genre, l'âge et la classe sociale. Ces actes étaient violents et presque toujours effrayants. Dans le cadre des recherches menées cette année, nous avons constaté que la misogynie se présentait sous une forme différente. Elle est manifeste dans les contenus liés aux femmes, dans les stéréotypes, dans la difficulté à faire la distinction entre les faits et la fiction et entre les opinions et les éléments factuels, ainsi que dans les points de vue ignorés et les partis pris, ce qui entrave la capacité des filles à se projeter dans une vie différente – à se voir comme des leaders et comme des personnes dont les idées importent et qui ont la capacité de changer le monde.

Par ailleurs, les filles et les femmes sont souvent très dépendantes à l'égard des informations disponibles en ligne sur certains sujets – par exemple, le sexe et la sexualité, les questions liées à la santé, les droits des filles et le féminisme – dont elles ne peuvent pas nécessairement discuter librement à la maison ou à l'école et, de ce fait, la présence de fausses informations est d'autant plus problématique. Le fait d'avoir à se repérer au sein d'une multitude de contre-vérités, de demi-vérités et de préjugés les empêche de jouir de leur droit à acquérir les connaissances et les compétences qui les aideraient à remettre en cause les attentes imposées aux filles et aux jeunes femmes au fil des siècles.

Dans le monde d'aujourd'hui, tout le monde devrait être capable d'adopter une approche efficace face au

## Désinformation

**Une information fausse, trompeuse et souvent préjudiciable qui est partagée dans l'intention de faire du mal et/ou dans un but lucratif.**

flux potentiellement illimité d'informations en ligne. Et d'acquérir les compétences et la réflexion critique requises pour reconnaître, trier et filtrer la mésinformation et la désinformation. Les filles sont également confrontées à la fracture numérique entre les genres : sans accès à des appareils connectés à l'Internet et à une connectivité de qualité, et sans la capacité de contrôler les informations et d'apprendre en ligne, elles risquent de se retrouver en retrait.

L'Internet peut ouvrir une grande fenêtre sur le monde et offrir des opportunités d'apprentissage qui dépassent l'éducation formelle et informelle – il est essentiel de s'assurer que cet apprentissage repose sur des faits réels et, lorsque les filles et les jeunes femmes s'engagent dans le monde, de veiller à ce qu'elles soient en mesure d'identifier et d'éviter les informations compromises.

**« Il faut lire tant d'articles et...c'est là qu'on commence à bien mieux comprendre les informations. Mais aussi, certaines personnes partagent des informations en vue de tromper les autres. Et il y en a d'autres qui partagent des informations pour permettre aux autres de mieux comprendre un sujet. Donc, je pense que ce n'est pas facile. Il faut lire beaucoup et être très motivée ». Mia, 20 ans, Kenya**

Les recherches menées dans le cadre de ce rapport examinent la manière dont diverses filles et jeunes femmes s'engagent relativement à des sujets politiques, civiques ou sociaux en ligne. Où obtiennent-elles les informations, quelle influence les informations en ligne exercent-elles sur leur militantisme, quelles sont leurs préoccupations au sujet de la mésinformation et de la désinformation en ligne et quelles sont les difficultés associées ? Et, enfin, quelles stratégies doit-on appliquer pour combattre ce problème ?

**« Je pense que le monde en ligne...peut être très très vulnérable, et je pense parfois qu'il y a un manque de redevabilité dans le monde en ligne : les gens peuvent simplement agir en toute impunité ». Charlotte, 23 ans, Pays de Galles.**



# PLANTER LE DECOR

En 1995, moins d'un pour cent de la population mondiale était connectée à l'Internet<sup>2</sup>. En 2019, plus de la moitié de la planète avait commencé à se connecter à l'Internet et, selon les dernières données, le monde comptait environ 21,7 milliards d'appareils connectés et plus de 74 500 Go de données par seconde étaient envoyées sur Internet<sup>3</sup>. Le nombre d'utilisateurs en ligne au cours des douze derniers mois a également connu une hausse fulgurante. Selon la plateforme en ligne Statista, il y avait en avril 2020 4,57 milliards d'internautes actifs et 3,76 milliards d'utilisateurs actifs de médias sociaux, soit un taux mondial de pénétration sur la toile de 59 pour cent<sup>4</sup>. En janvier 2021, Statista a actualisé ces chiffres, estimant le nombre d'internautes actifs à l'échelle mondiale à 4,66 milliards, soit 59,5 pour cent de la population mondiale – une hausse de 0,5 pour cent en huit mois<sup>5</sup>.

Bien que cette hausse du nombre d'internautes soit une avancée positive, la Commission sur le large bande observe que les disparités en matière d'accès et la fracture numérique entre les genres, y compris des disparités dans les compétences numériques permettant de naviguer en ligne et d'utiliser la technologie<sup>6</sup>, sont toujours aussi répandues à l'échelle mondiale. La probabilité d'accès des hommes à l'Internet est 21 pour cent supérieure à celle des femmes, et ce taux passe à 51 pour cent dans les pays du Sud<sup>7</sup>. Dans notre monde en proie à la pandémie planétaire de COVID-19, la fracture numérique n'a jamais été aussi flagrante<sup>8</sup>. Bien que selon le Forum économique mondial, plusieurs milliards de personnes se sont connectées en ligne pour travailler, apprendre et garder des liens avec les autres, près de la moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès à l'Internet et, dans les pays à faible revenu, cette proportion baisse à moins d'une personne sur cinq<sup>9</sup>. Cette absence de connectivité a également eu des incidences sur la capacité des filles à poursuivre leur éducation – approximativement 11 millions de filles ne retourneront probablement pas à l'école, en particulier

celles en âge de suivre un enseignement secondaire qui vivent dans des pays à revenu faible et très faible<sup>10</sup>.

La COVID-19 est considérée comme la toute première pandémie des médias sociaux au monde et les 18 derniers mois ont clairement illustré les points forts et les faiblesses des informations en ligne. Les populations se sont largement appuyées sur les médias sociaux, et les mesures de quarantaine visant à contenir la pandémie les ont incitées à rechercher des réponses en ligne<sup>11</sup>. Ceci a permis aux gouvernements, aux autorités sanitaires et aux écoles de partager des informations et des supports d'apprentissage et d'aider les personnes à se sentir moins isolées, mais cela a également débouché sur la dissémination de mésinformation et de campagnes de désinformation concernant la pandémie et les traitements contre le virus et, plus particulièrement, de propagandes anti-vaccin.

En mars et en avril 2020, Facebook a indiqué qu'elle avait placé des étiquettes d'avertissement sur environ 90 millions éléments de contenu parce qu'ils étaient associés à des fausses informations sur la COVID-19<sup>12</sup>.

Au Ghana, où des rumeurs circulaient hors ligne et en ligne à l'effet que les personnes ayant guéri de la COVID-19 demeuraient infectieuses, Plan International est intervenue en produisant une vidéo qui a été diffusée en vue de faire la lumière sur la mésinformation. La vidéo a été diffusée à la télévision, et elle a été publiée sur les plateformes de médias sociaux sur lesquelles figuraient les fausses informations qui stigmatisaient les membres de la communauté et les décourageaient d'aller se faire tester.



Crédit : Plan International

## Application d'une perspective de genre : la mésinformation et la désinformation dans la vie des adolescentes et des jeunes femmes

Le corpus de recherches sur la désinformation et la mésinformation en ligne augmente rapidement, mais très peu d'entre elles appliquent une perspective de genre, bien que cela puisse être très révélateur : par exemple, les fausses informations et les images sexualisées sont bien plus largement utilisées pour cibler et discréditer les politiciennes que les politiciens<sup>13</sup>. Une analyse récente a montré que, suite à la nomination de Kamala Harris à la vice-présidence des États-Unis en 2020, un certain nombre de fausses déclarations à son sujet ont été partagées au moins 3000 fois par heure sur Twitter, dans le cadre d'une attaque coordonnée<sup>14</sup>. De même, Amnesty International a suivi des tweets abusifs ciblant toutes les femmes parlementaires au Royaume-Uni. Ces tweets utilisaient la désinformation comme forme d'abus fallacieuse où le contenu mensonger visait à compromettre la crédibilité personnelle et professionnelle des personnes ciblées<sup>15</sup>. La moitié de ces tweets ciblaient Diane Abbot, une femme noire politicienne. Cet exemple et celui de Kamala Harris permettent d'établir une corrélation directe entre la désinformation, les abus et les préjugés<sup>16</sup>. Bien que ce problème existe à l'échelle mondiale, il peut être particulièrement délétère dans les pays du Sud<sup>17</sup>. Plus de 90 pour cent des femmes interrogées dans le cadre d'une analyse menée par l'Economic Intelligence Unit en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient ont déclaré avoir été confrontées à de fausses informations et avoir subi de la diffamation – parmi les tactiques les plus couramment utilisées pour affaiblir leur légitimité<sup>18</sup>.

Ce type de désinformation fait partie de tout un ensemble d'actes de violence et de harcèlement à l'égard des femmes de tous âges, hors ligne et en ligne, mais – de façon moins directe – la mésinformation et la désinformation font également une distinction entre les genres. Par exemple, certains défenseurs de fausses informations en ligne s'appuient sur des stéréotypes sexistes négatifs et les amplifient<sup>19</sup>. Dans d'autres cas, les campagnes de désinformation cherchent spécifiquement à freiner l'avancement de l'égalité de genre en avançant que l'autonomisation des femmes est une propagande occidentale<sup>20</sup>. Une autre tactique consiste à disséminer de fausses informations et statistiques portant sur des questions majeures liées à l'égalité de genre : par exemple, les fausses informations diffusées en Irlande associant l'avortement à la dépression, au cancer et au mongolisme à l'époque du référendum sur l'avortement, ou le partage par des groupes prônant la suprématie blanche de fausses statistiques sur la perpétration de violences à l'égard des femmes et des filles par des immigrants<sup>21</sup>. Les différents impacts de la mésinformation et de la désinformation en ligne sur la vie des populations doivent être mieux compris : en particulier pour les groupes tels que les filles et les jeunes femmes qui subissent déjà les impacts des inégalités entre les genres, du harcèlement et de la violence, tant en ligne que hors ligne.

Selon des analyses sur la violence en ligne menées par l'Economist Intelligence Unit et Google dans 51 pays, 67 pour cent des actes de harcèlement en ligne impliquent « des rumeurs ou des campagnes de diffamation visant à discréditer ou entacher la réputation d'une femme<sup>22</sup> ».



Elles ont également montré que les jeunes femmes (des générations Z et Y) étaient davantage susceptibles d'avoir subi des violences en ligne que les femmes plus âgées<sup>23</sup>. The Quint, un site Internet d'actualités en Inde, a signalé un certain nombre de cas à ce sujet, par exemple, la campagne de désinformation en ligne ciblant la militante climatique de 21 ans, Disha Ravi, et la mésinformation sexualisée qui a été utilisée à l'encontre de Safoora Zargar, une étudiante en maîtrise de philosophie qui avait participé à des manifestations<sup>24</sup>. La journaliste et auteure Rana Ayyub a également été ciblée par une vidéo dans laquelle son visage avait été incrusté dans du contenu pornographique, avant d'être envoyée à sa famille et ses amis<sup>25</sup>. Des exemples tels que ceux-ci ne peuvent que décourager les autres jeunes femmes de s'exprimer et enfreignent donc leur droit de participer à la vie politique.

Peu de recherches ont examiné les expériences des jeunes femmes et des filles relativement aux fausses informations et à la désinformation en ligne et leurs incidences sur elles, mais nous savons d'après les recherches menées dans le cadre du rapport **Réécrire son histoire** de 2019 que la représentation publique des femmes a bel et bien un impact :

« **Quand on voit des femmes jouer les seconds rôles, les jeunes femmes peuvent penser que c'est normal dans la vie de jouer un second rôle, et abandonner leurs ambitions** ». Jeune femme de 23 ans, Sénégal<sup>26</sup>

L'importance des femmes dans la vie publique et la manière dont elles sont présentées est également confirmée par l'étude que Plan International a menée en 2019, **Prendre le pouvoir**, selon laquelle 76 pour cent des filles et des jeunes femmes aspirent à des rôles de leadership dans leur pays, leur communauté ou leur

carrière, mais que le manque de modèles exemplaires freine leurs ambitions et ébranle leur confiance en elles.

« **Dans la vie, on a besoin que quelqu'un nous montre l'exemple et nous dise : "Tu peux y arriver, tu peux y arriver". Quelqu'un qui nous encourage** ». Fille de 15-17 ans, République dominicaine

Les recherches sur la désinformation en ligne liée à la COVID-19 ont également confirmé que, lors de la pandémie, les fausses informations font souvent une distinction entre les genres, soit en recourant à des stéréotypes sexistes érigés et néfastes à l'appui de fausses déclarations au sujet du virus, soit en utilisant la pandémie pour promouvoir des perceptions régressives des rôles de genre et des droits des femmes<sup>27</sup>. Compte tenu du manque d'informations fiables sur la COVID-19 auxquelles les femmes et les filles des États arabes peuvent accéder, le réseau **HerStory**, avec le soutien des Nations Unies, a mis en place une équipe spéciale chargée de surveiller les médias sociaux, en vue de traquer la mésinformation et les stéréotypes sexistes néfastes<sup>28</sup>. Au cours des deux premiers mois de surveillance des médias, plus de 600 récits, articles et informations provenant d'agences d'actualité et de médias sociaux ont été documentés dans le but d'orienter les interventions de programmes de lutte contre les stéréotypes néfastes sur les femmes et les hommes et contre la mésinformation au sujet de la COVID-19 et de ses incidences sur les femmes et les filles<sup>29</sup>.

**En l'espace de deux mois, le réseau HerStory a rassemblé plus de 600 exemples de stéréotypes sexistes néfastes en ligne.**



Crédit : Plan International / Bishal Ranamagar

## La prévalence et la diffusion de la mésinformation et de la désinformation

Les tactiques de désinformation remontent à la Rome antique<sup>30</sup>, mais il est évident que les nouvelles technologies en renforcent la portée et l'impact. Suite à divers incidents récents tels que l'interférence russe dans les élections présidentielles aux États-Unis en 2016, les élections générales de 2017 en France, les élections générales de 2017 au Kenya et le référendum sur l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne<sup>31</sup>, le nombre d'enquêtes sur « l'émergence de la société de la désinformation<sup>32</sup> » a sensiblement augmenté.

Les auteurs des campagnes de désinformation menées dans des pays du monde entier sont nombreux et divers – l'on trouve des représentants gouvernementaux, des partis politiques, des politiciens populistes, des groupes haineux, des groupes d'intérêts, des personnes axées sur le profit, des trolls indépendants ou des tenants de la théorie de la conspiration<sup>33</sup>. Ces campagnes sont lancées à différents moments sur divers supports, tant en ligne que hors ligne, et reposent sur un mélange entre leur « portée naturelle » (possible grâce aux personnes et aux médias traditionnels) et une fonction d'automatisation (possible grâce à des bots et des annonces publicitaires)<sup>34</sup>.

Ainsi, bien que les sociétés de médias sociaux puissent jouer un rôle positif en matière de participation civique et politique, y compris celle des filles, en fournissant un accès à l'actualité et aux informations, une espace pour les débats politiques et la mobilisation d'actions<sup>35</sup>, il est également évident qu'elles « offrent à une multitude d'acteurs un support rapide, économique et riche en données que l'on peut utiliser pour injecter la désinformation dans les conversations civiques<sup>36</sup> ».

Pire encore, les recherches<sup>37</sup> ont également permis de montrer, sur la base d'une analyse de rumeurs factuelles sur Twitter, que la portée, la rapidité, la profondeur et l'ampleur des contre-vérités sont décuplées et que la désinformation connaît une prolifération virale grâce à des processus de pair à pair<sup>38</sup>. De plus, elles ont établi que les fausses nouvelles d'actualités politiques se répandent plus profondément et plus largement et qu'elles sont plus virales que toutes les autres catégories de fausses informations.

Les sources de mésinformation et de désinformation en ligne ne se limitent pas aux médias sociaux et, en comparaison avec ces derniers, le rôle des moteurs de recherche en matière de diffusion de fausses informations a fait l'objet d'un examen bien moins intensif<sup>39</sup>.

### RALENTIR LE FLUX

Le flux d'informations potentiellement néfastes semble incontrôlable et la question de savoir qui devrait le contrôler suscite un débat houleux. Il n'existe pas de réponse simple. Dans le cadre d'une approche fondée sur les droits humains, malgré son utilité, le problème des droits interférents peut se poser : dans le contexte de la COVID-19 par exemple, le droit à la santé peut interférer avec le droit à la liberté d'expression<sup>40</sup>. Certaines organisations internationales ont créé des normes et des principes directeurs communs pour aider à limiter la propagation de fausses nouvelles d'actualités<sup>41</sup> et, pendant la pandémie de Covid-19, les Nations Unies prennent un certain nombre de mesures de lutte contre « la pandémie des informations » – ou le partage généralisé de fausses informations sur le virus<sup>42</sup>. Lancée en mai 2020, l'initiative *Verified* des Nations Unies visant à aider les personnes à repérer des fausses informations et à s'abstenir de les partager avec d'autres personnes inclut la campagne #MarquonsUnePause<sup>43</sup>.

Récemment, la Commission européenne a publié des détails au sujet de la législation sur les services numériques (DSA), qui repose sur le code de pratique volontaire de l'Union européenne<sup>44</sup>. La DSA prévoit la suppression des biens, services et contenus illégaux, des mesures visant à assurer la transparence des annonces publicitaires et des obligations imposant aux grandes plateformes d'agir contre les utilisations abusives de leurs systèmes. En cas de non-conformité, les sociétés technologiques peuvent être passibles de lourdes amendes, et une très grande plateforme en ligne pourrait se voir imposer des amendes représentant jusqu'à six pour cent de ses revenus mondiaux pour une violation grave des règles<sup>45</sup>. Une structure de supervision sera également mise en place avec la possibilité de sanctionner directement les plateformes qui couvrent plus de dix pour cent des plus de 45 millions d'internautes de la population de l'Union européenne.

Les gouvernements nationaux ont également établi des lois et des politiques de lutte contre la désinformation et la mésinformation<sup>46</sup>. Certaines de ces actions s'attaquent à ce problème en vue de préserver la liberté de parole, mais dans d'autres cas, les régimes autoritaires en profitent pour limiter la liberté de la presse et se protéger contre les critiques<sup>47</sup>.



## Les plateformes en ligne se mobilisent

La montée en puissance de la désinformation et de la désinformation dans le cadre de la COVID-19 a contraint un grand nombre d'espaces et de plateformes en ligne à renforcer leurs politiques, dans le but de s'attaquer à ce problème avec une urgence nouvelle. Dans une déclaration conjointe publiée sur le site Internet de Facebook en mars 2020, Facebook, Google, YouTube, Microsoft, LinkedIn, Reddit et Twitter ont annoncé qu'elles travailleraient de concert pour venir à bout de ce problème<sup>48</sup>. Selon un rapport commandité par le groupe de réflexion New America's Open Technology Institute afin de déterminer si ces sociétés étaient parvenues à honorer leur déclaration, la majorité des initiatives des plateformes au cours de la période du rapport avaient cherché à<sup>49</sup> :

- ➔ Orienter les utilisateurs vers des informations vérifiées : Reddit a commencé à utiliser des bannières sur sa page d'accueil et dans les résultats de recherches afin de mettre en avant le contenu qui a été vérifié et considéré comme légitime ; YouTube a annoncé qu'elle allait étendre l'utilisation de ses panneaux d'informations recommandées par des algorithmes pour orienter les utilisateurs vers des informations vérifiées quand ils recherchent des données portant sur la COVID-19.
- ➔ Modérer et freiner la propagation de contenu trompeur – par exemple, Tik Tok a intégré une fonction de signalement améliorée dans son application.
- ➔ Modifier les politiques sur les annonces publicitaires, de manière à empêcher l'exploitation et la commercialisation de produits et articles trompeurs – par exemple, Twitter utilise son programme « Ads for Good » (Publicités altruistes) pour offrir un crédit publicitaire aux organisations à but non lucratif, afin qu'elles puissent mener des campagnes publicitaires pour des services de vérification des informations et promouvoir des informations sanitaires de source sûre.

Google finance actuellement un nouveau programme – créé par Google, YouTube et l'Institute for Strategic Dialogue – appelé *Be Internet Citizens* (Soyez des citoyens de l'Internet). Mené en partenariat avec UK Youth, ce programme éducatif vise à apprendre aux jeunes comment assurer leur sécurité et faire preuve de responsabilité en ligne, tout en leur donnant les moyens d'apprendre, de partager et de s'exprimer en ligne<sup>50</sup>. Le programme se focalise sur l'alphabétisation numérique, sur le développement d'une conscience critique au sujet des manipulations émotionnelles et sur la fourniture d'informations aux participants, afin qu'ils puissent

reconnaître du contenu haineux en ligne et y réagir, avec l'utilisation d'outils divers permettant notamment de dénoncer et signaler des abus et de bloquer des internautes.

Malgré toutes ces actions, du fait du volume et de la nature internationale du contenu que les plateformes doivent modérer, les sociétés de médias sociaux peinent à assurer une modération efficace à 100 pour cent des fausses informations. Selon une étude récente réalisée par le Centre for Countering Digital Hate (CCDH) en collaboration avec la Canadian Broadcasting Company (CBC), 832 publications sur Facebook, Instagram, YouTube et Twitter contenaient de fausses informations, dont seulement 12,5 pour cent (soit une sur huit) avaient fait l'objet d'une action<sup>51</sup>. Dans une autre étude, 90,6 pour cent des publications signalées par des bénévoles de Youth Against Misinformation n'avaient pas suscité d'actions de la part des médias sociaux<sup>52</sup>.

Le changement doit passer non seulement par un engagement à supprimer le contenu ostensiblement sexiste, mais également par une compréhension des stéréotypes plus nuancés qui renforcent les inégalités entre les genres, notamment en reconnaissant que, même si tout le monde est concerné par le problème que posent les fausses informations, celles-ci ont un impact particulièrement préjudiciable sur les filles et les jeunes femmes. On peut également avancer, comme certains l'ont fait, que les sociétés de médias sociaux consacrent plus d'efforts à la lutte contre la désinformation que contre la désinformation : ce n'est qu'en changeant les facteurs systémiques – y compris les revenus publicitaires qui font de la désinformation une activité lucrative – que le changement véritable sera possible<sup>53</sup>.

« Nous estimons que l'Internet est un bien public et qu'il devrait être utilisé, géré et régi comme tel... Pour les enfants, l'Internet constitue un moyen, un outil, un mécanisme transversal pour la réalisation de tous les autres droits<sup>54</sup> ». World Wide Web Foundation

Pour assurer l'efficacité de ce rôle de bien public, il est essentiel que tout le monde puisse acquérir des compétences dans l'utilisation des technologies et des médias numériques. Elles font appel à la même aptitude centrale de réflexion critique, mais le fait que la plupart des médias numériques soient en réseau et interactifs



Crédit : Plan International

soulève différents problèmes et nécessite de développer des habitudes et des compétences supplémentaires : s'agissant des compétences d'utilisation des médias, la priorité consiste généralement à apprendre aux jeunes à utiliser leur réflexion critique lorsqu'ils s'engagent dans les médias, tandis que les compétences d'utilisation des technologies numériques cherchent davantage à encourager une participation raisonnable, sûre et éthique des jeunes aux médias numériques<sup>55</sup>. Bien que ces deux types de compétences soient différentes, elles doivent fonctionner en tandem afin que les personnes – dans le cas présent, les filles – aient pleinement

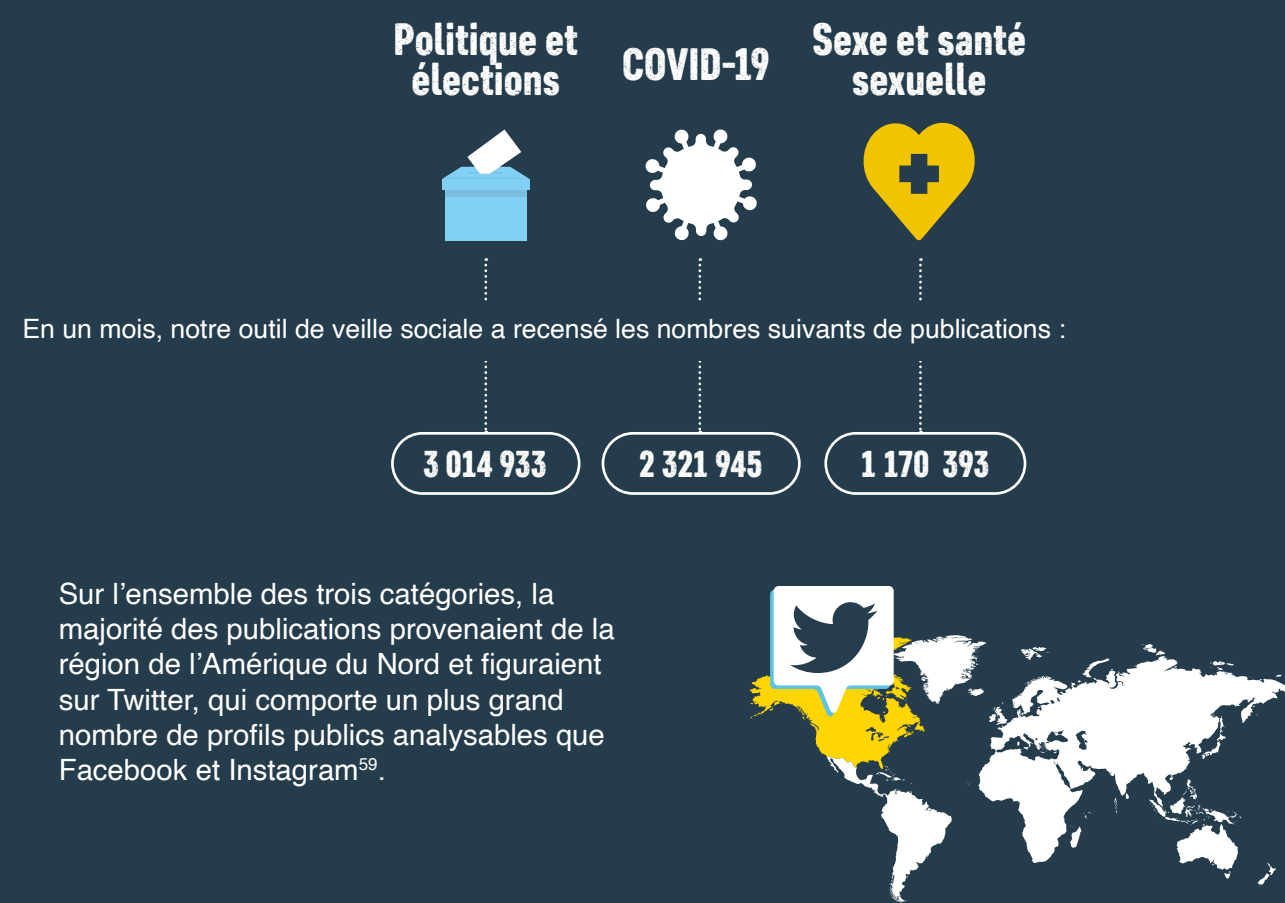
conscience des possibilités qu'offre l'Internet et de ses dangers. Les avantages des compétences d'utilisation des technologies et des médias numériques sont évidents : même une courte exposition à certaines formations peut améliorer les compétences<sup>56</sup>, notamment en permettant de mieux apprécier le niveau de crédibilité des informations d'actualité<sup>57</sup> et de renforcer la capacité à évaluer les préjugés<sup>58</sup>.

Qui plus est, pour être menées à bien, ces initiatives doivent impliquer les jeunes dans toute leur diversité.

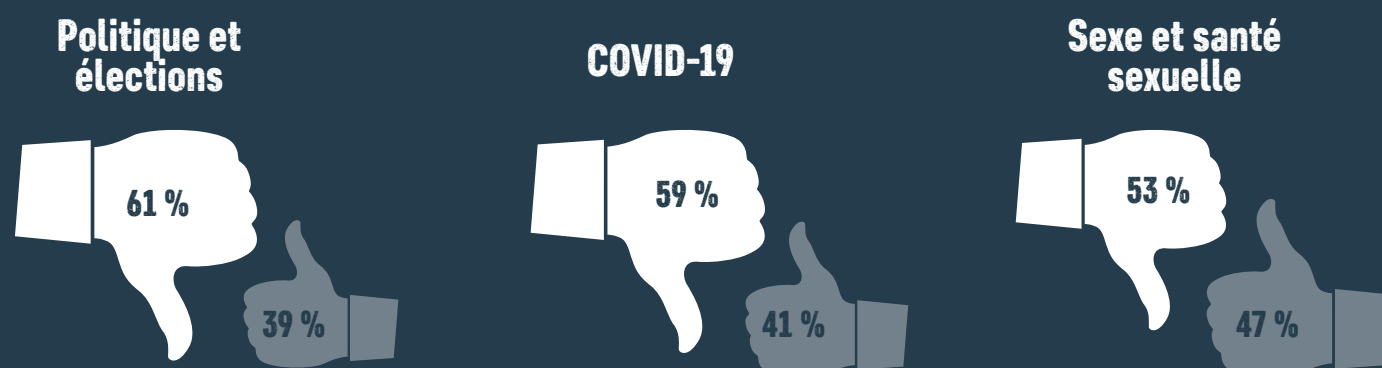


# VEILLE

Pour déterminer les différents types de mésinformation et désinformation auxquelles les filles et les jeunes femmes peuvent être exposées en ligne, nous avons réalisé un exercice de veille sociale – similaire à une surveillance des profils publics de plateformes de médias sociaux – axé sur trois sujets : la politique et les élections, la COVID-19, et le sexe et la santé sexuelle.



L'analyse cherchait également à déterminer s'il était possible de faire un tri entre les publications négatives et positives et, dans les trois catégories, les publications négatives étaient plus nombreuses.



**Attention : Certaines de ces citations contiennent des mésinformations / désinformations, et/ou des opinions relevant de misogynie pure et simple renforçant les normes de genre néfastes.**

**La formulation de certaines de ces citations a été légèrement modifiée pour protéger l'identité de leurs auteurs, sans changer l'objectif et la signification des citations.**

De manière générale, les publications sur la politique faisaient ressortir une certaine méfiance à l'égard des politiciens et des institutions politiques. Les publications liées à la COVID-19 recoupaient également le domaine de la politique et semblaient être un moyen d'exprimer des frustrations face aux règles imposées par les gouvernements et à la gestion de la pandémie dans son ensemble. Globalement, **c'est dans les publications sur la COVID-19 que figuraient la majorité des exemples de mésinformation et de désinformation** ; des exemples étaient également présents, mais moins fréquents, dans les publications sur la politique et les élections et dans celles sur le sexe et la santé sexuelle.

## Attention : Mésinformation !

« **Bill Gates finance l'extraction d' «ADN» par le biais des tests de dépistage et des vaccins contre la COVID-19.** »

La frustration des utilisateurs face à la quantité de mésinformation et de campagnes de désinformation en ligne était palpable, et **certaines publications fréquentes visaient également à avertir les internautes au sujet de fausses informations** :

« **Malheureusement, de fausses informations circulent relativement à cette étude sur le vaccin contre le VIH. On NE PEUT PAS contracter le VIH par les vaccins contre le VIH présentés dans l'étude, car ceux-ci ne contiennent pas le VIH lui-même** ».

Dans les trois catégories examinées, les publications contenaient fréquemment de la mésinformation et de la désinformation, sans parler des opinions relevant de misogynie pure et simple qui ne faisaient que renforcer les normes de genre néfastes :

## Attention : Publication misogyne !

« **Les femmes dans la politique sont une catastrophe, et même pour elles-mêmes – chaque fois que je vois un changement politique, il y a un tas d'employées de bureau d'âge mûr rongées par la fibromyalgie qui tentent d'accéder à des postes plus élevés.** »

Parmi les trois catégories, c'est celle du sexe et de la santé sexuelle qui faisait l'objet des publications les plus positives, ce qui correspond à l'échantillon des publications examinées. De nombreuses publications visaient à sensibiliser le public à la santé sexuelle, dont un grand nombre provenaient d'associations caritatives et d'organisations communautaires. Les plateformes en ligne étaient également utilisées pour discuter plus

généralement de questions sur le sexe et la santé sexuelle :

« **Nous proposons des services de conseil et des tests volontaires de dépistage du VIH. Pour des informations complémentaires, veuillez nous contacter...** » [Traduit de l'espagnol]

Bien que l'objectif principal des recherches de mots clés ait été d'identifier le contenu incluant de fausses informations et portant sur le sexe et la santé sexuelle, l'étude a montré qu'un grand nombre de publications concernaient le harcèlement sexuel en ligne : les deux sujets sont inextricablement liés, ce que confirme également le nombre de femmes et de filles qui utilisent les espaces en ligne pour faire part de leurs préoccupations en matière de harcèlement et d'agression.

« **Je déteste véritablement les hommes, je suis désolée, mais c'est comme ça. Je comprends l'argument «tous les hommes ne sont pas les mêmes», mais je subis des agressions sexuelles et du harcèlement sexuel depuis que j'ai 11 ans. Je ne peux pas changer le fait que j'ai très peur des hommes.** »

## AVANTAGES ET RISQUES

Malgré la prépondérance des publications négatives, il est clairement ressorti de l'exercice de veille sociale que les plateformes en ligne offrent effectivement de nombreux avantages en matière d'enrichissement des connaissances, d'établissement de liens entre internautes et de militantisme. De nombreuses publications diffusaient des informations qui étaient utiles et bénéfiques. Un grand nombre d'entre elles aidaient également à combattre le problème de la mésinformation et de la désinformation en signalant le contenu mensonger. C'était en particulier le cas dans les domaines du sexe et de la santé sexuelle, où les femmes et les filles partageaient des avertissements au sujet de publications concernant la santé sexuelle et le harcèlement sexuel.

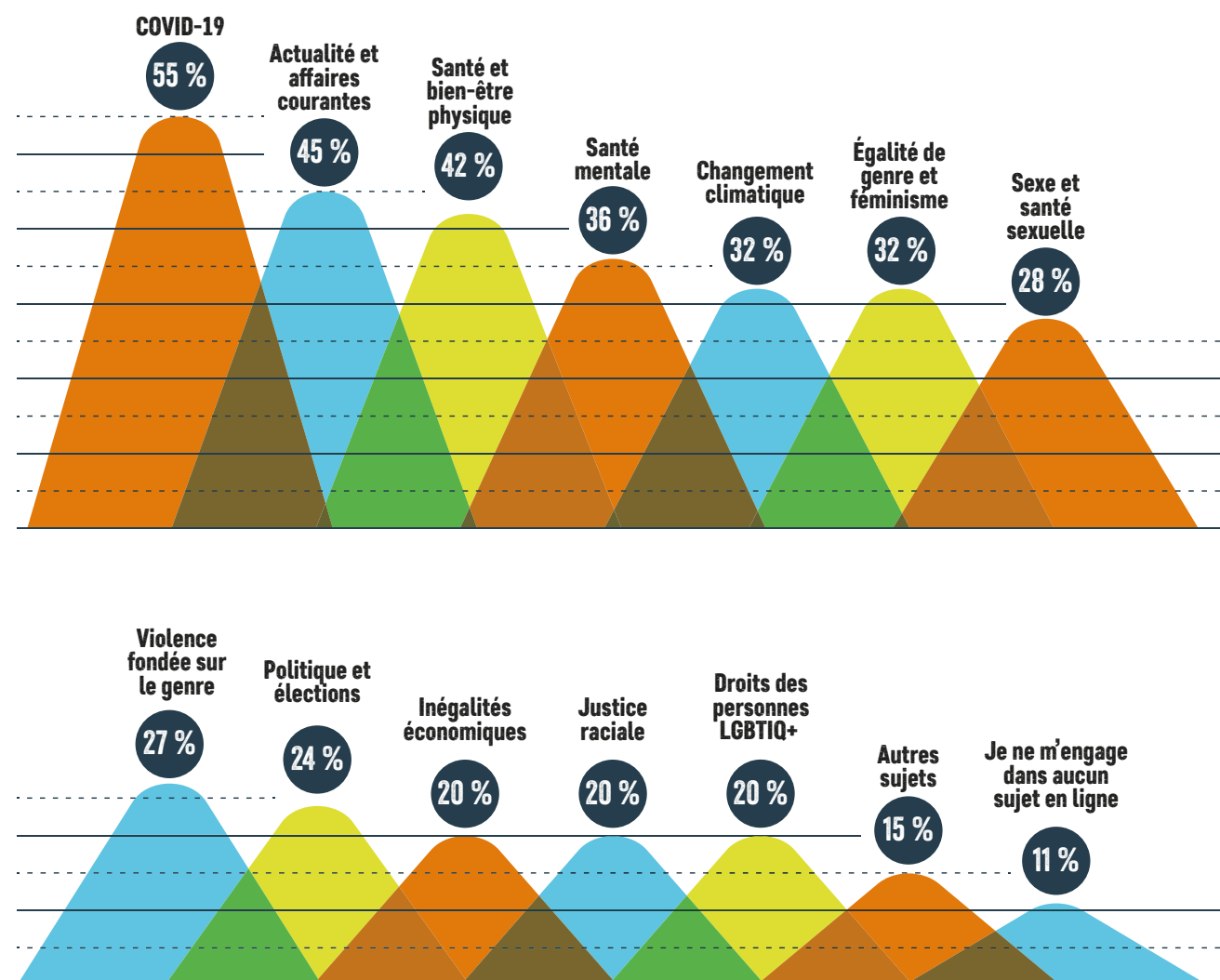
Toutefois, le nombre de publications contenant de la mésinformation et de la désinformation continue, de façon disproportionnée, de susciter des préoccupations. De plus, un grand nombre de publications étaient inclassables, car il était trop difficile de faire la part entre le vrai et le faux. C'est précisément ce à quoi les filles et les jeunes femmes sont confrontées au quotidien. Le volume même d'informations est énorme – en un mois de recherches, plus de six millions de publications ont été examinées.

« **Il faut plus d'espaces communautaires réservés à l'éducation politique, car les médias sociaux ne suffisent pas pour parler de questions si importantes !** »



# CE QUE NOUS AVONS APPRIS

**VOUS ENGAGEZ-VOUS RÉGULIÈREMENT DANS DES DISCUSSIONS EN LIGNE SUR LES SUJETS SUIVANTS? (SÉLECTIONNEZ TOUTES LES RÉPONSES PERTINENTES)**



## 1. L'importance des médias sociaux et de la connectivité en ligne pour les filles et les jeunes femmes

**Cinquante-cinq pour cent des filles et des jeunes femmes interrogées passent plus de sept heures par jour en ligne et 16 pour cent y passent plus de douze heures.**

Il ressort très clairement de l'étude que les médias sociaux et la connectivité en ligne revêtent une importance majeure dans leur quotidien. Près d'une participante interrogée sur cinq passe plus de 12 heures par jour en ligne et seulement quatre pour cent y passent moins d'une heure par jour. Ces taux élevés peuvent être liés aux restrictions imposées en raison de la COVID-19<sup>60</sup> : dans de nombreux pays, l'éducation à tous les niveaux était dispensée en ligne au cours de la période de l'enquête. Toutefois, en particulier lors des entretiens approfondis, l'accès à l'information et les opportunités en matière de militantisme sont apparus comme essentiels dans le cadre de l'utilisation de l'Internet par de nombreuses jeunes femmes et filles.

**Neuf filles et jeunes femmes sur dix s'engagent régulièrement dans des discussions sur des sujets sociaux en ligne**

Une forte majorité (89 pour cent) des participantes interrogées lors de l'enquête s'engageaient régulièrement dans des discussions sur des sujets sociaux en ligne<sup>61</sup>. Les sujets les plus populaires étaient : la COVID-19, l'actualité et les affaires courantes, ainsi que la santé et le bien-être physique. Environ un tiers des filles et des jeunes femmes recherchaient régulièrement des informations sur le changement climatique, l'égalité de genre et la santé sexuelle.

Par rapport au reste des participantes à l'enquête, les personnes interrogées qui s'identifiaient comme faisant partie d'un groupe minoritaire étaient généralement plus susceptibles de s'engager dans des discussions sur des sujets sociaux en ligne, notamment ceux liés à la santé mentale.

**Quarante-trois pour cent des participantes qui s'identifiaient comme faisant partie d'une minorité ethnique ou raciale s'engageaient relativement à des sujets en ligne concernant la santé mentale, contre 36 pour cent des autres participantes.**

Les taux relativement élevés d'engagement en ligne enregistrés par les membres de groupes minoritaires soulignent l'importance de l'accès à l'Internet. Les filles et les jeunes femmes, qui peuvent se sentir isolées, sont en mesure d'élargir leurs sources d'information au-delà de leur cercle immédiat, et ces sources doivent être exactes et véridiques.

**Six participantes à l'étude sur dix qui s'identifiaient en tant que personnes LGBTQ+ s'engageaient régulièrement dans des discussions en ligne sur des sujets liés à la santé mentale : elles étaient deux fois plus susceptibles de s'engager relativement à des sujets concernant la violence fondée sur le genre, la santé sexuelle et l'égalité de genre que les autres participantes**





Crédit : Plan International / Ahmad Naim



Les contributions provenant des entretiens qualitatifs ont révélé que l'égalité de genre et le féminisme représentaient le sujet le plus populaire, près de la moitié des personnes interrogées ayant indiqué que c'était celui qui leur tenait le plus à cœur. Cela pourrait en partie découler du fait que les filles et les jeunes femmes avaient été sélectionnées dans le cadre de programmes de Plan International et que la probabilité qu'elles s'intéressent spécialement à l'égalité de genre et à la politique était donc forte.

Toutefois, les questions que les filles et les jeunes femmes aimaient examiner dans ce domaine variaient considérablement : certaines filles discutaient du féminisme ou des droits des femmes de façon générale, d'autres du féminisme intersectionnel et d'autres encore, du féminisme noir. Deux filles avaient des domaines d'intérêt spécifiques, tels que la place des femmes dans la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM) et l'entrepreneuriat social des filles. Les filles ont également évoqué **la santé et les droits sexuels et reproductifs** (SDSR), y compris des discussions sur la santé et l'hygiène menstruelles et sur la précarité menstruelle. D'autres ont parlé de la **violence fondée sur le genre**, en faisant particulièrement référence à l'élimination des unions et des mariages d'enfants, précoces et forcés (UMEPF).

Le deuxième sujet le plus important était la **politique**, où **le racisme et le changement climatique** représentaient d'importantes questions. La principale motivation des personnes interrogées à rechercher en ligne des

informations sur leurs sujets favoris était **l'éducation** : soit en vue de s'éduquer sur un sujet, soit pour enseigner aux autres ou leur apporter un soutien en partageant ce qu'elles avaient appris et en leur diffusant des informations.

« Je m'éduque en ligne afin de disposer des connaissances nécessaires pour desservir les femmes et les filles de ma communauté. J'essaie toujours de garder une longueur d'avance et de me tenir informée des questions liées aux femmes et aux filles, et je collecte des informations et des supports pour organiser des campagnes de sensibilisation qui me permettront de diffuser ces connaissances à d'autres filles dans ma ville. Par exemple, nous avons produit un court-métrage sur les droits des filles dans l'éducation – cela ne nous a rien coûté et nous l'avons publié sur nos pages de plaidoyer sur les médias sociaux dans le but de sensibiliser le public à l'importance d'une éducation de qualité pour les filles ». Gana, 24 ans, Égypte

Des recherches antérieures indiquent également que l'anonymat et l'accessibilité de l'Internet peuvent aider à surmonter certains des facteurs – par exemple, un sentiment de gêne et l'absence de confidentialité – qui ont traditionnellement entravé l'accès à des informations sur la santé sexuelle<sup>62</sup>. Ainsi que l'ont confirmé les personnes interrogées, l'accès à l'Internet est considéré comme une importante source d'informations sur des sujets tabous :

« S'agissant de la sexualité. Je n'avais pas vraiment la possibilité d'en parler, ni de ce qui se passe quand on grandit, car dans mon pays, les adultes ne parlent pas vraiment de ces questions. Donc le seul endroit où je peux tout savoir à ce sujet, c'est sur Internet ». Lisa, 22 ans, Malawi.

## 2. Les filles et les jeunes femmes utilisent à la fois les sources de médias traditionnels et les médias sociaux pour obtenir des informations et apprendre en ligne

Il apparaît très clairement que les plateformes le plus souvent mentionnées par les jeunes militantes interrogées pour s'éduquer sur leurs sujets sociaux favoris étaient les plateformes de médias sociaux. Bien que la plupart d'entre elles utilisent un mélange de plateformes, celles les plus souvent mentionnées étaient les suivantes : **Instagram, Twitter, Facebook, des sites Internet d'actualités, des moteurs de recherche – à savoir, Google et Google Scholar – et YouTube**. Les jeunes militantes préfèrent les médias sociaux aux sources d'informations plus traditionnelles, car elles peuvent accéder à un public plus jeune et les plateformes sont plus conviviales, moins chères, plus accessibles, et les interactions y sont plus rapides.

« S'agissant de savoir pour qui voter, je n'avais aucune idée...Mais ensuite, j'ai suivi une page sur Instagram qui s'appelle « Simple Politics » – et même le gouvernement gallois publiait sur ce compte –, mais ces informations sont très simples et intelligibles pour comprendre ce qui se passe : « Voici la date de l'élection, voici les candidats, voici ce pour quoi vous votez, etc. ». Et cela n'empêche pas de consulter effectivement les politiques et les programmes des candidats, mais j'ai trouvé des informations bien plus simples en ligne ». Charlotte, 23 ans, Pays de Galles

Cependant, les résultats de l'enquête dressent un tableau légèrement différent avec une répartition relativement équitable entre les sources de médias traditionnels et les médias sociaux.

Les jeunes femmes de 20 à 24 ans ayant participé à l'enquête étaient davantage susceptibles de s'engager dans les médias grand public que les adolescentes de 15 à 19 ans, et nous avons observé d'intéressantes différences selon les régions et les revenus.

Les filles et les jeunes femmes des économies à revenu élevé obtenaient moins souvent leurs informations auprès d'autres médias d'actualité : 26 pour cent, contre 46 pour cent des filles et des jeunes femmes d'autres pays.

Quelle que soit la plateforme, la présence en ligne est un aspect important de la vie des filles et des jeunes femmes et un facteur essentiel dans l'enrichissement de leurs connaissances et l'élargissement de leurs opportunités. Environ la moitié des filles et des jeunes femmes qui ont participé à l'enquête pensaient que les informations en ligne les avaient aidées à renforcer leur compréhension et leur confiance en soi relativement aux sujets qui les intéressaient, tandis que 39 pour cent avaient changé d'avis sur un sujet après avoir découvert certaines informations en ligne et 38 pour cent avaient appris des informations sur un nouveau sujet et avaient commencé à s'y engager activement.

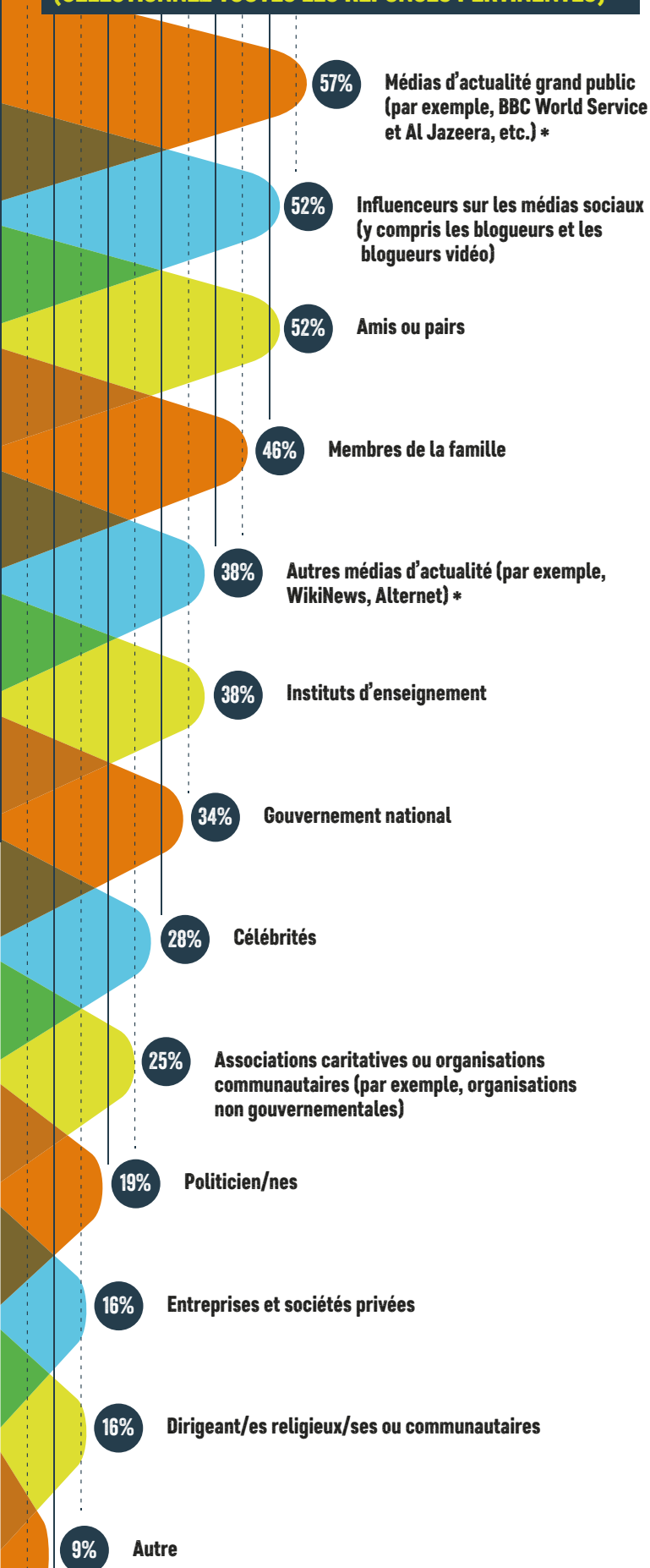
Dans l'ensemble, cinq filles et jeunes femmes interrogées sur dix avaient modifié leur comportement pendant la pandémie de COVID-19 en raison d'informations en ligne – cette proportion passait à sept sur dix en Afrique et au Moyen-Orient.

L'Internet semblait revêtir une importance particulière pour les participantes plus âgées, qui avaient été plus nombreuses que leurs homologues adolescentes à trouver un emploi, à accéder à des services de santé et à modifier leur comportement relativement au militantisme, à la COVID-19 et à leurs intentions de vote. Le niveau d'importance de l'Internet pour les membres de groupes minoritaires était similaire.

« Je pense que quand on fait partie d'un groupe minoritaire dans son pays, on n'a pas d'autre choix que de chercher des informations et des personnes de son groupe sur les plateformes de médias sociaux...et c'est naturel, parce que tout le monde aspire constamment à l'acceptation, et je pense qu'il est normal de ne pas tout partager avec tout le monde. Et je pense que les médias sociaux sont très très utiles pour trouver des pairs dont les expériences sont similaires ». Nabila, 18 ans, Allemagne



## QUELLES SOURCES UTILISEZ-VOUS POUR OBTENIR DES INFORMATIONS SUR CES SUJETS EN LIGNE ? (SÉLECTIONNEZ TOUTES LES RÉPONSES PERTINENTES)



\*Des exemples localisés ont été fournis dans les différents pays



« Sur les plateformes en ligne, je peux facilement suivre plusieurs formations pour m'aider à mener mes initiatives de plaidoyer en ligne, car de nombreuses informations sont accessibles en ligne et le public cible aussi est plus facilement accessible en ligne ». Gana, 24 ans, Égypte

Pour la grande majorité des filles et des jeunes femmes ayant participé aux entretiens approfondis, c'est l'apprentissage en ligne qui leur avait permis de devenir des militantes. Parmi les raisons les plus souvent invoquées figuraient l'accessibilité, les opportunités d'apprentissage (en particulier lors de périodes de confinement) et l'établissement de liens avec des personnes du monde entier.

« Cela m'a vraiment aidée à m'engager davantage auprès de jeunes militants et je pense qu'en ligne, comme on n'a pas à se déplacer pour rencontrer d'autres personnes, on peut même participer à des rencontres en ligne, on peut discuter sur des forums en ligne – la plateforme en ligne m'a énormément aidée dans mon militantisme ». Alyra, 24 ans, Burkina Faso

Toutefois, d'autres participantes ont évoqué certains inconvénients : par exemple, la vulnérabilité accrue dans les espaces en ligne et le problème du militantisme de façade.

« Lors du mouvement "Black Lives Matter" aux États-Unis, tout un tas de personnes republiaient une foule d'infographies et de publications, mais elles ne faisaient pas nécessairement de dons à des fonds qui étaient parvenus à instaurer un changement concret dans différentes communautés du pays ». Rachel, 18 ans, États-Unis

Les jeunes femmes et les filles du Nigeria, du Soudan, du Pérou et du Bangladesh ont également parlé de problèmes d'accès, et DF de l'Indonésie a mentionné des limitations dues à des pannes de courant. L'accès peut être problématique à de nombreux égards : les filles ont moins de chances d'en bénéficier en priorité chez elles si les données, l'accès à des téléphones intelligents ou à des ordinateurs et le temps sont limités. Ceci restreint les capacités des filles et des jeunes femmes et les expose au risque d'être mises de côté dans l'ère numérique. Cela peut limiter leur accès à une éducation plus formelle et leur capacité à s'engager relativement à des questions qui leur tiennent à cœur.

« Je dois connaître les sujets de discussion. Je dois savoir ce que dit le gouvernement. Je dois savoir ce que disent d'autres secteurs à ce sujet... J'examine aussi le travail des autres, d'autres militants, d'autres filles, ce qu'ils disent, pour que je puisse utiliser ces informations dans mon travail ». Lisa, 15 ans, Brésil

Un autre inconvénient évoqué par les jeunes militantes était la question de la fiabilité, et un grand nombre d'entre elles estimaient qu'il était constamment nécessaire de vérifier les informations.

« La majorité des informations ne sont qu'à moitié vraies. Donc, la plupart du temps, les gens sont mal informés. C'est pour cette raison qu'il est toujours bon de vérifier les informations et leurs sources. Cela permet d'éviter de les transmettre et de diffuser de fausses informations aux autres ». Tife, 22 ans, Nigeria

Cette anxiété au sujet de la transmission de fausses informations était généralisée : selon les filles et les jeunes femmes interrogées, les informations en ligne étaient truffées d'opinions personnelles et, au vu du volume même de fausses nouvelles d'actualité, elles étaient d'autant plus inquiètes de les utiliser dans leurs actions de militantisme. La quasi-majorité des personnes interrogées estimaient que l'Internet contribuait à diviser encore plus les sociétés : selon certaines, les opinions sur la politique, le féminisme, les questions environnementales ou climatiques et la religion étaient devenues particulièrement polarisées.

« Je pense que cela a divisé encore plus les gens, car ils commencent à associer leur identité à ce en quoi ils croient. Donc disons que, même le fait d'avoir une bio – il y a le nom, l'âge, la sexualité, Black Lives Matter, le changement climatique est réel, etc. Et vous associez ensuite cette bio à votre identité personnelle. Et, même si, personnellement, je pense que c'est génial, que ce sont de bonnes choses, si quelqu'un désapprouve une chose dans laquelle vous croyez, quelle qu'en soit la raison, cette personne ne va pas prendre la pleine de vous parler ou d'en débattre avec vous. Parce qu'elle vous voit simplement comme quelqu'un de tellement différent qu'elle estime que ça ne vaut pas la peine. Selon elle, toute votre identité est totalement opposée à la sienne ». Abbie, 19 ans, Irlande

Rachel aux États-Unis a également indiqué qu'elle observait plus d'extrémisme des deux côtés de la fracture politique, car les gens ne s'intéressent qu'aux informations correspondant à leur opinion politique. Tife au Nigeria a fait remarquer que, lors de manifestations dans son pays, les médias sociaux avaient attisé les tensions :

« Ceux-là promeuvent leurs propres mots-dièses. Ceux de l'autre camp promeuvent leurs propres mots-dièses. Tant de personnes étaient confuses, elles ne savaient même pas qui suivre ou soutenir. Cela a vraiment monté les gens les uns contre les autres ». Tife, 22 ans, Nigeria

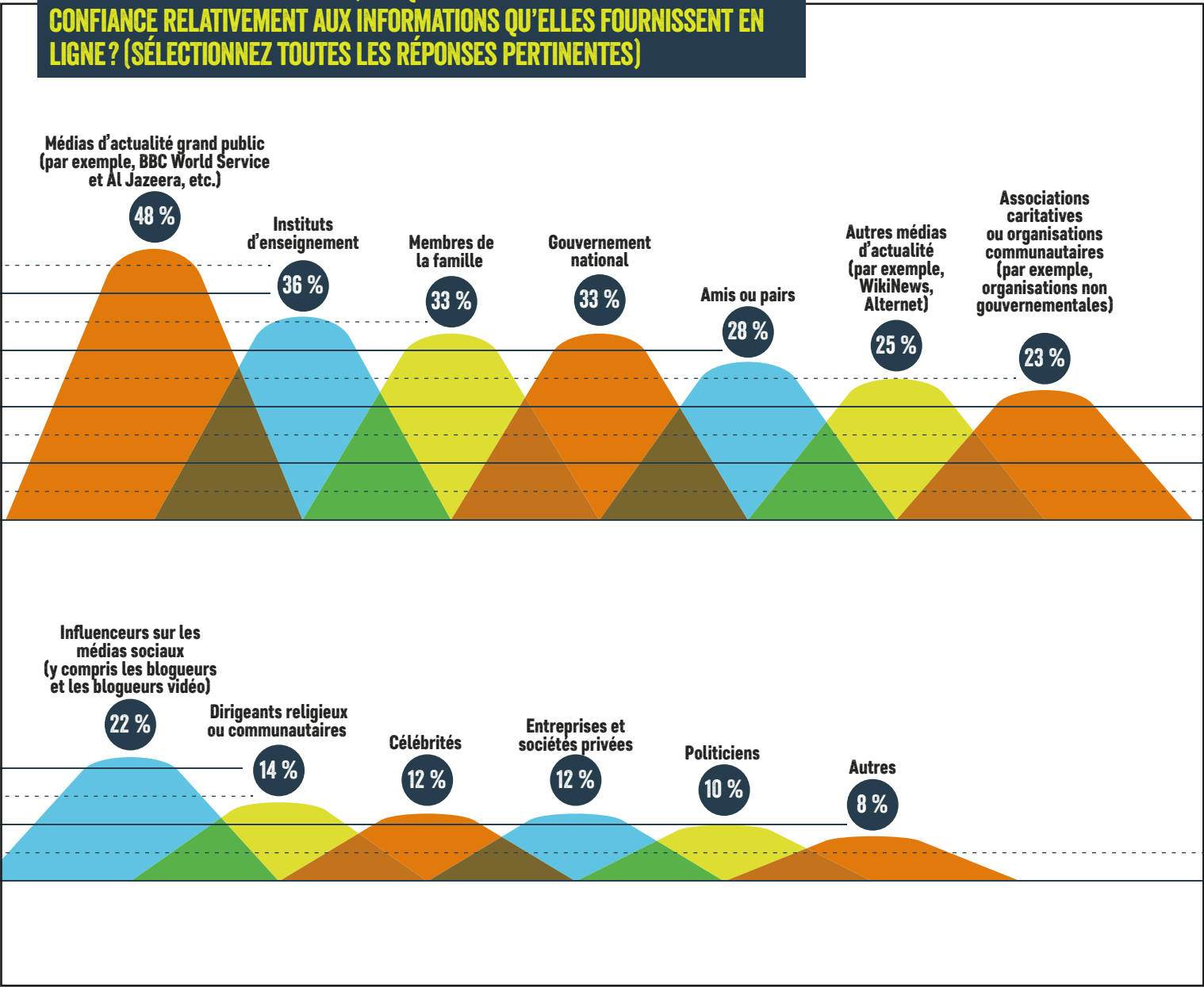
Bien que Lilly au Malawi ait indiqué qu'en raison de tensions en ligne liées au genre, en tant que femme, il pouvait être difficile dans son pays de s'exprimer sur certaines questions, elle tentait quand même sa chance :

« Ce sont principalement les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, car c'est très difficile pour les femmes de s'exprimer, et pour les hommes de leur donner une plateforme. Donc, quand elles s'expriment, les hommes sont très en colère et les gens se disputent en ligne. La plupart du temps, c'est lié au genre ». Lilly, 23 ans, Malawi



### 3. Les filles et les jeunes femmes se méfiaient des sources en ligne et la mésinformation et la désinformation les inquiétaient

PARMI LES SOURCES SUIVANTES, AUXQUELLES FAITES-VOUS GÉNÉRALEMENT CONFIANCE RELATIVEMENT AUX INFORMATIONS QU'ELLES FOURNISSENT EN LIGNE ? (SÉLECTIONNEZ TOUTES LES RÉPONSES PERTINENTES)



Quatre-vingt-onze pour cent des filles et des jeunes femmes interrogées étaient inquiètes au sujet de la mésinformation et/ou de la désinformation en ligne. Quarant pour cent étaient extrêmement ou très inquiètes.

Les filles et les jeunes femmes interrogées ne se fiaient à aucune source en ligne pour obtenir des informations sur les sujets sociaux dans lesquels elles étaient engagées : la source la plus fiable selon 48 pour cent des participantes était les médias d'actualité grand public.

« Selon moi, l'un des problèmes qui se posent avec les médias en ligne – ils essayent d'attirer l'attention instantanément, par tous les moyens, car il y a tellement à lire et à consommer en ligne – les choses risquent d'être présentées de manière très inexacte ». Charlotte, 23 ans, Pays de Galles

Ceci est confirmé par les commentaires des jeunes militantes interrogées :

« Je pense que la mésinformation est très présente. Je pense que c'est important. Je pense que ce sera toujours important. Selon moi, quand on partage des informations, qu'on s'informe et qu'on s'éduque, et également quand on éduque les autres, j'estime qu'il faut d'abord avoir confiance dans ce qu'on lit pour pouvoir ensuite le partager avec d'autres personnes. Je n'ai aucun exemple de cas où la mésinformation ne pose pas un problème ». Lily, 19 ans, Irlande

Lors des entretiens, les filles et les jeunes femmes ont parlé de leurs préoccupations sur l'exactitude des informations en ligne et sur la difficulté de reconnaître des préjugés et des manipulations. Les personnes interrogées étaient également inquiètes que le partage d'informations trompeuses et le fait de dérouter les autres puissent parfois exposer des personnes à des risques physiques réels :

« Si les informations concernent l'organisation d'une rencontre quelque part à une heure donnée, j'ai un peu peur d'y aller et...Je crains pour ma sécurité, ma sécurité personnelle et celle des personnes avec qui je partage les informations ». Alyra, 24 ans, Burkina Faso.

Quatre-vingt-seize pour cent des filles et des jeunes femmes interrogées pensaient que les plateformes de médias sociaux contenaient de la mésinformation et/ou de la désinformation.

Le sujet sur lequel la plupart des filles et des jeunes femmes avaient vu de la mésinformation et/ou de la désinformation était la COVID-19, suivie de la politique et des élections, puis de l'actualité et des affaires courantes. Près d'un tiers des filles et des jeunes femmes avaient vu de fausses informations sur l'égalité de genre et le féminisme, sur la santé et le bien-être, sur le sexe et la santé sexuelle, et sur le changement climatique. Très peu des sujets qui les intéressaient échappaient au déluge de fausses informations et de fausses nouvelles.

Soixante-cinq pour cent des participantes avaient sélectionné Facebook comme la plateforme contenant le plus de mésinformation et de désinformation

Les filles et les jeunes femmes avaient placé trois autres plateformes ouvertes de médias sociaux – Tik Tok, WhatsApp et YouTube, toutes à 27 pour cent – en deuxième position en termes de manque de fiabilité des informations.

Encore une fois, les entretiens approfondis avec les jeunes militantes ont largement confirmé les résultats de l'enquête. Facebook était la plateforme inspirant le moins confiance, suivie, pour les militantes, d'Instagram et de Twitter. Les filles et les jeunes femmes ont fréquemment évoqué de fausses publications sur la COVID-19 et les vaccins. Tife au Nigeria se souvenait avoir vu un pasteur suivi par un grand nombre de personnes publier un message sur WhatsApp, selon lequel les vaccins contre la COVID-19 faisaient partie d'un projet du gouvernement américain visant à prendre le pouvoir au Nigeria. Lisa au Brésil s'est rappelé avoir vu une publication déclarant que les tampons étaient cancérigènes. Une autre fille avait indiqué que, suite à un meurtre dans son village, un grand



nombre d'agences d'actualité en ligne avaient publié des articles mensongers dans lesquels elles spéculaient sur l'affaire avant même d'en connaître les faits.

Lorsque nous leur avons demandé où elles avaient vu ces exemples de mésinformation et de désinformation, la réponse était les plateformes de médias sociaux et, en particulier, comme nous l'avons vu, Facebook. Selon Lola du Bénin, on peut toutefois en trouver sur « pratiquement toutes les plateformes ».

L'étude montre très clairement l'ampleur du problème que posent la mésinformation et à quel point l'anxiété des groupes minoritaires à ce propos est grande.

**Les participantes à l'enquête qui s'identifiaient comme des personnes LGBTIQ+ ou comme appartenant à une minorité raciale, ethnique ou religieuse étaient davantage susceptibles d'être très ou extrêmement préoccupées par la mésinformation et la désinformation en ligne.**

Dans l'ensemble, les membres des groupes minoritaires étaient particulièrement exposées à la mésinformation et à la désinformation en ligne, et ces résultats relèvent clairement d'un problème de droits des minorités. Les communautés considérées en marge du grand public souffrent plus d'abus en ligne, mais leurs tentatives d'accès à l'information et de participation à des actions de militantisme sont aussi gravement entravées par la prolifération de demi-vérités, de préjugés et de mensonges dont elles doivent faire le tri dans de nombreux espaces en ligne. Nous avons vu dans des rapports antérieurs<sup>63</sup> que l'intersectionnalité – genre + race, genre + handicap, genre + identité sexuelle – ne fait qu'exacerber les abus, limiter l'ambition des filles et des jeunes femmes et menacer leur sécurité et leur épanouissement.

**CONTRÔLES ET CONTRÔLES CROISÉS**

Lors des entretiens approfondis, il a également été demandé aux filles et aux jeunes femmes interrogées si elles avaient dû changer leur comportement en ligne à cause de la mésinformation et de la désinformation en ligne. C'était le cas pour la majorité d'entre elles, et elles avaient dû se livrer à des contrôles détaillés sur l'auteur et des comparaisons avec d'autres sources :

**« La façon dont j'utilisais les médias sociaux et les plateformes numériques il y a trois ans n'a rien à voir avec ma façon de les utiliser aujourd'hui. Avant, j'absorbais plein de choses. Simplement parce que je pensais "Oh, cette organisation ne mentirait pas – ça doit être vrai". Alors que maintenant, je prends le temps qu'il faut, je vérifie, je clique sur le lien et je regarde ça de plus près. Donc oui, effectivement j'ai changé ma façon d'utiliser les médias sociaux ». Dora, 15 ans, Pérou**

Plusieurs des participantes interrogées avaient cessé d'utiliser certaines plateformes et veillaient à utiliser les pages officielles. D'autres avaient dû cesser de suivre ou bloquaient des utilisateurs qui leur semblaient douteux, y compris des amis :

**« Je vais sur leur compte et j'arrête de les suivre, parce qu'ils pourraient m'envoyer toutes sortes de désinformations, ce qui peut perturber la façon dont j'utilise la plateforme, voire ma santé mentale. Donc je me contente de les ignorer délibérément ». Anchal, 21 ans, Bangladesh**

Il est inquiétant de constater que certaines filles et jeunes femmes ont déclaré que cela les avait complètement découragées de s'engager. Dans l'ensemble, le processus de passage au crible d'une telle quantité de fausses informations et de leur signalement était si laborieux qu'elles avaient décidé de limiter leurs activités en ligne.

**4. La mésinformation et la désinformation limitent la vie des filles et des jeunes femmes et ont des incidences négatives sur leur santé mentale**

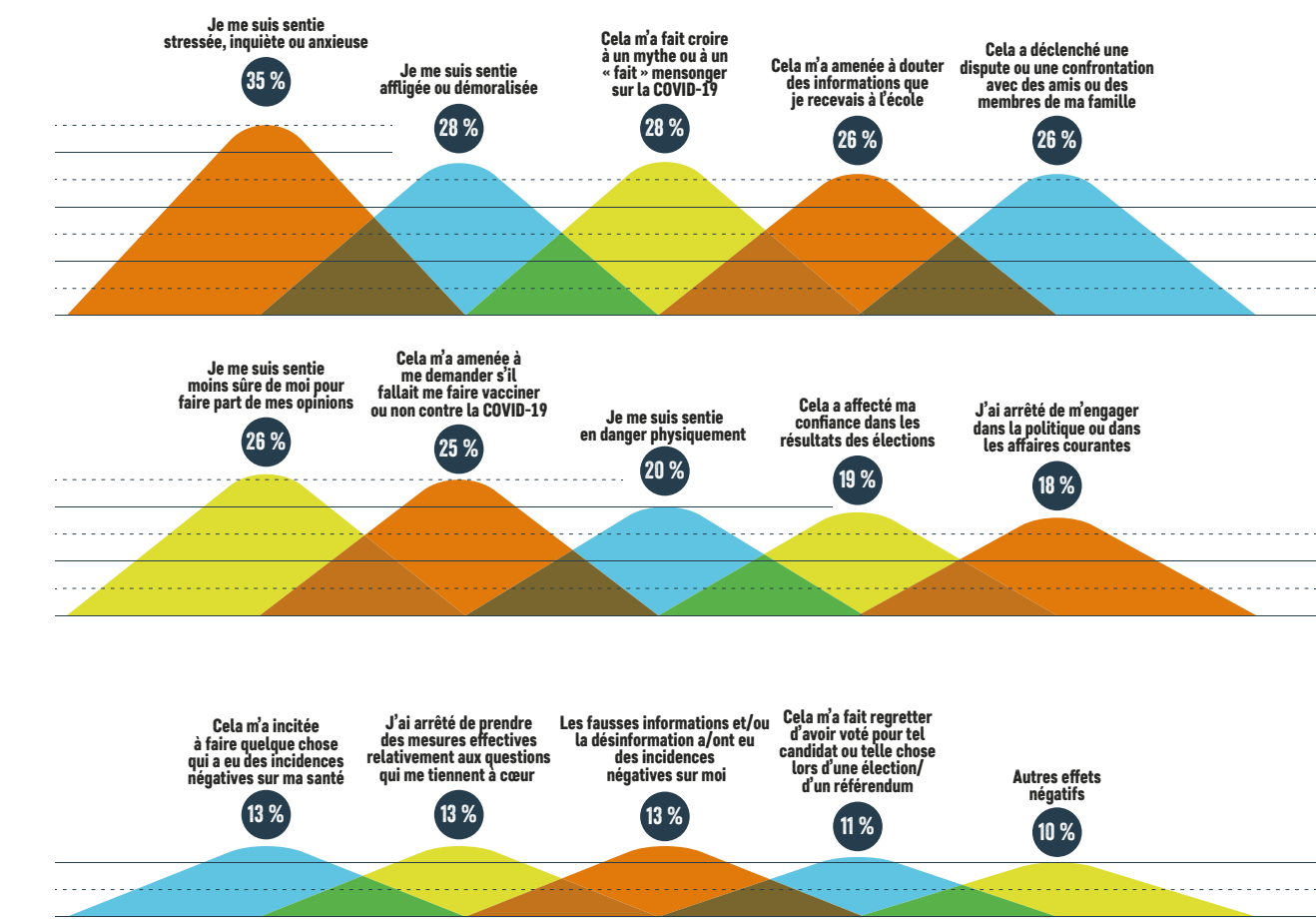
**Quarante-six pour cent des filles et des jeunes femmes qui ont participé à l'enquête ont déclaré qu'elles se sentaient affligées, démoralisées, stressées, inquiètes ou anxieuses en raison de la mésinformation ou de la désinformation en ligne.**

**« Je pense que quand on va sur les médias sociaux, il faut être psychologue ou psychologiquement résistant, et il faut garder la tête froide, parce qu'il y a beaucoup de commentaires négatifs et il y a beaucoup de choses négatives sur Internet qui peuvent amener...à ne pas vouloir utiliser Internet ». Lilly, 23 ans, Malawi**

Conformément aux résultats que nous avons obtenus précédemment, les filles et les jeunes femmes qui s'identifiaient comme appartenant à au moins un groupe minoritaire étaient plus affectées par la mésinformation et la désinformation en ligne, 91 pour cent d'entre elles ayant dû faire face à des répercussions négatives. On observe également des différences selon les régions : les filles d'Afrique et du Moyen-Orient étaient touchées plus négativement que leurs homologues des autres régions. De plus, un nombre inquiétant de filles avaient déclaré s'être senties en danger physiquement.

**Vingt pour cent des filles et des jeunes femmes interrogées se sentaient en danger physiquement en raison de la mésinformation et de la désinformation en ligne.**

**LA MÉSINFORMATION ET/OU LA DÉSINFORMATION EN LIGNE ONT-ELLES DÉJÀ EU DES EFFETS NÉGATIFS SUR VOUS? (SÉLECTIONNEZ TOUTES LES RÉPONSES PERTINENTES)**





Ces résultats sont à la fois inattendus et déconcertants, et ils appellent à des recherches complémentaires. Bien que l'on ne puisse pas expliquer clairement les raisons pour lesquelles autant de participantes ont indiqué se sentir en danger physiquement, ce sentiment se reflétait également dans la préoccupation des jeunes militantes au sujet de faux événements annoncés sur les médias sociaux où les filles et les jeunes femmes peuvent s'exposer à des risques physiques, mais il pourrait aussi bien être lié aux préjugés potentiels pour la santé des filles si elles se fient à des informations inexactes. Certaines des participantes interrogées ont également parlé d'échanges en ligne qui attisaient les tensions dans leurs communautés et qui pouvaient donc également poser un danger physique.

Il ressort clairement des recherches – y compris des entretiens approfondis – que la mésinformation et la désinformation découragent les filles et les jeunes

femmes de s'exprimer – de crainte de diffuser de fausses informations elles-mêmes –, d'apprendre et de s'engager activement auprès de leurs communautés.

**Une fille sur quatre se sentait moins sûre d'elle pour faire part de ses opinions et une sur cinq avait cessé de s'engager dans la politique ou dans les affaires courantes en raison de la mésinformation et de la désinformation en ligne.**

**« En politique, je ne participe pas beaucoup, car c'est plus brut...sur Instagram, j'essaie d'éviter la politique, même si le camp que favorise le féminisme est évident. Mais je m'efforce de ne rien publier ». Cripaam, 17 ans, Espagne**

Nombre des filles et des jeunes femmes ont évoqué le stress, l'inquiétude et l'anxiété qu'elles ont pu ressentir à cause de fausses informations en ligne : certaines parlaient de réactions émotionnelles, dont la culpabilité, la colère, la peur et la contrariété, tandis que pour d'autres, c'était leur confiance en soi qui avait été érodée. Cette tension continue leur a coûté cher sur le plan de la santé mentale.

**« Mes amis avaient très peur, en particulier les filles, car les pirates en ligne peuvent publier du contenu vulgaire qui pourrait affecter la réputation des filles auprès de leurs autres amis – des photos du studio personnel sur le téléphone portable d'une de mes amies ont été publiées par un pirate ». Gana, 24 ans, Égypte**

Il a également été demandé aux filles et aux jeunes femmes qui ont participé aux entretiens qualitatifs si la mésinformation ou la désinformation les avai(en)t freinées dans leur engagement politique et social sur les sujets qui leur importent. Pour certaines d'entre elles, mais pas toutes, la réponse était « oui ». Une jeune femme a déclaré qu'elle n'aimait pas s'engager activement en matière de droits politiques en raison du manque d'informations fiables, et une autre a indiqué qu'elle n'aimait pas participer aux questions politiques ou climatiques parce que, si elle attirait trop l'attention sur ces sujets, elle avait le sentiment que cela la mettrait en danger.

Un certain nombre de filles et de jeunes femmes estimaient que cela ne les avait pas limitées : il y avait toujours la possibilité de contrôler d'autres sources à des fins de clarification. L'une a évoqué l'importance de ne pas être trop dure envers elle-même : nous sommes toutes et tous de simples êtres humains et nous pouvons toutes et tous commettre des erreurs et en tirer des leçons.



Dans les entretiens qualitatifs, les filles et les jeunes femmes ont présenté de nombreux exemples d'incidences que la mésinformation avaient sur elles ou sur une personne qu'elles connaissaient. Dira en Indonésie a confié avoir été harcelée en ligne au point de devoir désactiver son compte Twitter, après avoir refusé de diffuser du contenu dont elle savait qu'il était mensonger.

**« Mais il n'arrêterait pas de me le renvoyer, encore et encore, et il me menaçait : “Tu dois le publier sur Twitter. Tu dois le montrer aux autres. Tu dois le publier, etc.” À ce moment-là, cela m'a vraiment perturbée, et j'ai donc décidé de désactiver ce contact, et il a ensuite commencé à être vulgaire – j'étais juste une collégienne à l'époque. C'est énervant et effrayant en même temps, parce que je ne le connais pas ». Dira, 18 ans, Indonésie**

Lisa au Malawi s'est souvenue d'un garçon de sa classe, avec qui une amie de Lisa avait rompu, qui avait annoncé sur les médias sociaux que cette amie était décédée. La propagation de la nouvelle était telle que les parents de la fille ont été contactés pour savoir ce qui s'était passé et, au bout de quelques heures, il a été confirmé que l'information était fausse.

**« En réalité, cela m'a dissuadée de m'associer avec les autres – je me suis isolée encore plus des autres. J'avais peur ». Lisa, 22 ans, Malawi**



*Credit : Plan International*

## 5. Les filles et les jeunes femmes peuvent rencontrer des difficultés pour repérer les fausses informations, et elles bénéficieraient de conseils en éducation aux médias numériques

**Sept filles et jeunes femmes interrogées sur dix n'avaient jamais appris à repérer la mésinformation/ la désinformation à l'école ou avec le soutien de membres de leur famille.**

Environ la moitié des participantes interrogées seulement se sentaient sûres d'elles pour repérer de fausses informations en ligne et, comme on peut s'y attendre, le groupe plus âgé affichait une confiance en soi plus solide que le groupe des 15-19 ans.

Ce niveau d'assurance se reflète évidemment dans les commentaires des jeunes militantes interrogées : il semble que la formulation claire de nombreuses fausses informations, qui les rendait donc plus convaincantes, semait le doute. Des articles mal rédigés étaient plus simples à repérer, mais si le contenu était plus sophistiqué, le processus d'identification de la mésinformation ou de la désinformation était plus confus ou plus difficile.

**« J'applique principalement deux approches : j'examine le style rédactionnel de la nouvelle d'actualité ou de l'information – si certaines opinions sont exagérées ou dramatisées ou si le contenu tente de manipuler le lecteur d'une manière spécifique, alors je doute de l'info et je la vérifie à deux fois sur Google, et seulement à partir de sites Internet officiels ; j'essaie de trouver des données officielles qui confirment le contenu ». Gana, 24 ans, Égypte**

Toutes avaient du mal à s'y retrouver compte tenu du volume d'informations. Dans l'ensemble, les filles se sentaient livrées à elles-mêmes, en apprenant seules à s'orienter dans la confusion.

**« Je pense que c'est parfois déroutant, mais je pense que c'est l'une des compétences que je me suis efforcée d'acquérir pour essayer de m'y retrouver. Si je n'avais pas tenté d'apprendre à le faire, je me laisserais duper très facilement ». Abbie, 19 ans, Irlande**

L'éducation sur ce sujet est importante et influence les stratégies auxquelles recourent les filles et les jeunes femmes pour déterminer si des informations en ligne sont véridiques ou non. Celles qui ont acquis les compétences nécessaires étaient statistiquement plus susceptibles :

- ➔ d'utiliser un outil de contrôle des faits en ligne
- ➔ de vérifier si le contenu présente des éléments factuels
- ➔ de vérifier si le contenu provient d'un auteur et/ou d'une institution fiable et de confiance
- ➔ de rechercher le profil de la personne qui a publié le contenu pour voir si elle est crédible
- ➔ de rechercher des signes d'informations de mauvaise qualité, par exemple, des fautes de grammaire
- ➔ de contrôler si la ou les image(s) est/sont sensationnaliste(s) ou des « pièges à clic ».



Lors des entretiens qualitatifs, nous avons demandé aux filles et aux jeunes femmes si quelqu'un leur avait appris à évaluer l'exactitude des informations en ligne et, à défaut, si cela représentait un problème pour elles. La majorité des filles et des jeunes femmes ont répondu qu'effectivement, on ne le leur avait pas appris, et qu'elles considéraient cela comme un problème.

La majorité des filles et des jeunes femmes ont affirmé que personne ne leur avait jamais appris à évaluer l'exactitude des informations en ligne. Elles devaient principalement l'apprendre par elles-mêmes. Dira en Indonésie a indiqué que, parfois, elle participait à des séminaires en ligne pour acquérir ce type de compétences et Lisa au Brésil a déclaré qu'elle avait regardé quelques campagnes utiles à la télévision. Seule Nabila en Allemagne avait pu obtenir des informations à l'école sur des questions spécifiquement liées à l'utilisation des médias sociaux. Certaines des participantes ont également mentionné avoir bénéficié de l'aide de membres de leur famille.

**« Le livre s'intitulait aussi "Safe Online" [En sécurité en ligne]. Ce livre m'a beaucoup aidée, j'ai appris à protéger ma confidentialité en ligne, à ne pas dévoiler d'informations confidentielles en ligne et à préserver mon anonymat, surtout quand je parle d'un sujet délicat qui pourrait compromettre ma sécurité...C'est mon frère qui me l'a donné». Tife, 22 ans, Nigeria**

**« Je m'appuie vraiment beaucoup sur ma sœur. Elle est avocate, et elle vit à deux pas de chez moi à Los Angeles. Elle doit constamment jouer l'avocat du diable dans son travail. Récemment, j'ai constaté qu'elle le faisait beaucoup dans nos conversations, mais c'est très intéressant, car elle me donne une toute nouvelle perspective par rapport aux sujets de campagnes militantes que je publie sur les médias sociaux. Je sais que je peux vraiment compter sur elle si j'ai besoin d'aide pour trier toutes les informations que je consulte en ligne et forger des opinions concrètes qui reposent sur des sources fiables». Rachel, 18 ans, États-Unis**

Il semble, d'après les réponses données par un certain nombre de filles, que quelqu'un leur avait appris à s'y retrouver. Toutefois, il s'agissait de sessions souvent courtes organisées par des clubs de jeunes ou en ligne par des organisations caritatives qui portaient principalement sur la sécurité en ligne ou la cyberintimidation, plutôt que des leçons complètes d'éducation aux médias numériques.

Lors des entretiens qualitatifs, nous avons également demandé aux filles et aux jeunes femmes si elles pensaient que l'éducation aux médias numériques devrait être assurée dans les écoles ou dans d'autres instituts d'enseignement. Toutes les participantes ont répondu « oui ». La plupart estimaient que cette éducation devrait être offerte dans le secondaire, mais d'autres préconisaient une approche plus complète :

**« Oui, je pense qu'il faut l'enseigner. Parce qu'actuellement, nous vivons dans un monde où tout est fait sur Internet. Nous utilisons le numérique dans tout ce que nous faisons. Alors, je pense qu'il faut l'enseigner dans les écoles – aussi bien dans les crèches, que dans les écoles primaires, les écoles secondaires et les universités. Pour qu'en grandissant, nous puissions avoir une meilleure perspective sur la manière d'utiliser nos plateformes numériques». Mia, 20 ans, Kenya**

De plus, il a été demandé aux filles de dire qui d'autre, en dehors des écoles et d'autres instituts d'enseignement, devrait être responsable d'éduquer les jeunes dans ce domaine. Elles ont mentionné les détenteurs de pouvoir,

y compris les gouvernements, les sociétés de médias sociaux, ainsi que les dirigeants communautaires ou religieux. Les participantes ont également souligné le rôle des organisations caritatives ou des réseaux de jeunes (dont les associations communautaires, les clubs d'activités périscolaires, les clubs de jeunes et scolaires et les ONG). Suivaient ensuite les parents, tout en reconnaissant que certains ne disposaient pas des compétences nécessaires pour aider leurs enfants dans ce domaine.

**« Mais je suis convaincue qu'elles [les sociétés de médias sociaux] doivent s'améliorer pour stopper la propagation de la mésinformation et de la désinformation et déployer des mesures plus efficaces dans le traitement des publications qui sont signalées, tout en s'assurant que le contenu provient d'une source fiable ou en mettant en place un type de système de contrôle des informations». Rachel, 18 ans, États-Unis**

Nous avons également demandé aux participantes les compétences spécifiques qu'elles souhaiteraient acquérir si on leur proposait une éducation aux médias numériques à l'école. Dans l'ensemble, les réponses les plus fréquentes étaient : apprendre à naviguer sur les espaces en ligne tels

que les médias sociaux, et acquérir des compétences générales sur les médias numériques. En particulier, les filles et les jeunes femmes souhaitaient pouvoir identifier la mésinformation et la désinformation, y compris les manipulations des médias, et savoir protéger leur sécurité en ligne. Parmi les autres aspects évoqués figuraient les compétences numériques (codage, développement de sites Internet), la confidentialité des données, le bien-être en ligne et les droits numériques.

**« Actuellement, surtout depuis le début de la pandémie, tout le monde utilise des espaces numériques. Nous faisons tout en ligne. Peut-être que plus tard, nous serons encore plus engagés dans les espaces en ligne. Je pense que c'est important d'en avoir conscience, et ce sera plus utile si nos systèmes éducatifs en tiennent compte, surtout pour les enfants de moins de dix ans qui, malgré leur jeune âge, utilisent déjà les espaces numériques». Dira, 18 ans, Indonésie**

## Finlande : tenir tête aux fausses nouvelles d'actualité

La Finlande commence à enseigner la culture de l'information et la réflexion critique aux enfants de maternelle et à dispenser des cours de décryptage des médias et de l'information aux adultes. Son objectif est de s'assurer que tout le monde – depuis les élèves d'écoles jusqu'aux journalistes, en passant par les enseignants et les politiciens – est capable d'identifier les différentes formes de mésinformations, de désinformations et d'informations malveillantes<sup>64</sup>. Depuis le lancement de ces initiatives, la Finlande s'est hissée au sommet de l'indice européen des nations les plus incrédules face aux fausses nouvelles d'actualité<sup>65</sup>. En 2014, le gouvernement a intégré l'éducation aux médias dans ses programmes d'enseignement scolaire, apprenant aux enfants dès l'âge de six ans à consulter des sources avec un esprit critique<sup>66</sup>. Les enseignants encouragent les enfants à évaluer et à contrôler les informations figurant sur les sites Internet, ils leur demandent de trouver des nouvelles d'actualité douteuses et leurs sources et leur montrent à quel point il est facile de manipuler les statistiques, et ce, dans toutes les disciplines – dans les arts, on montre aux enfants comment retoucher des images avec les technologies numériques ; en histoire, ils apprennent à analyser les campagnes de propagande ; et en sciences, la désinformation au sujet des vaccins est remise en cause<sup>67</sup>.





Crédit : Plan International

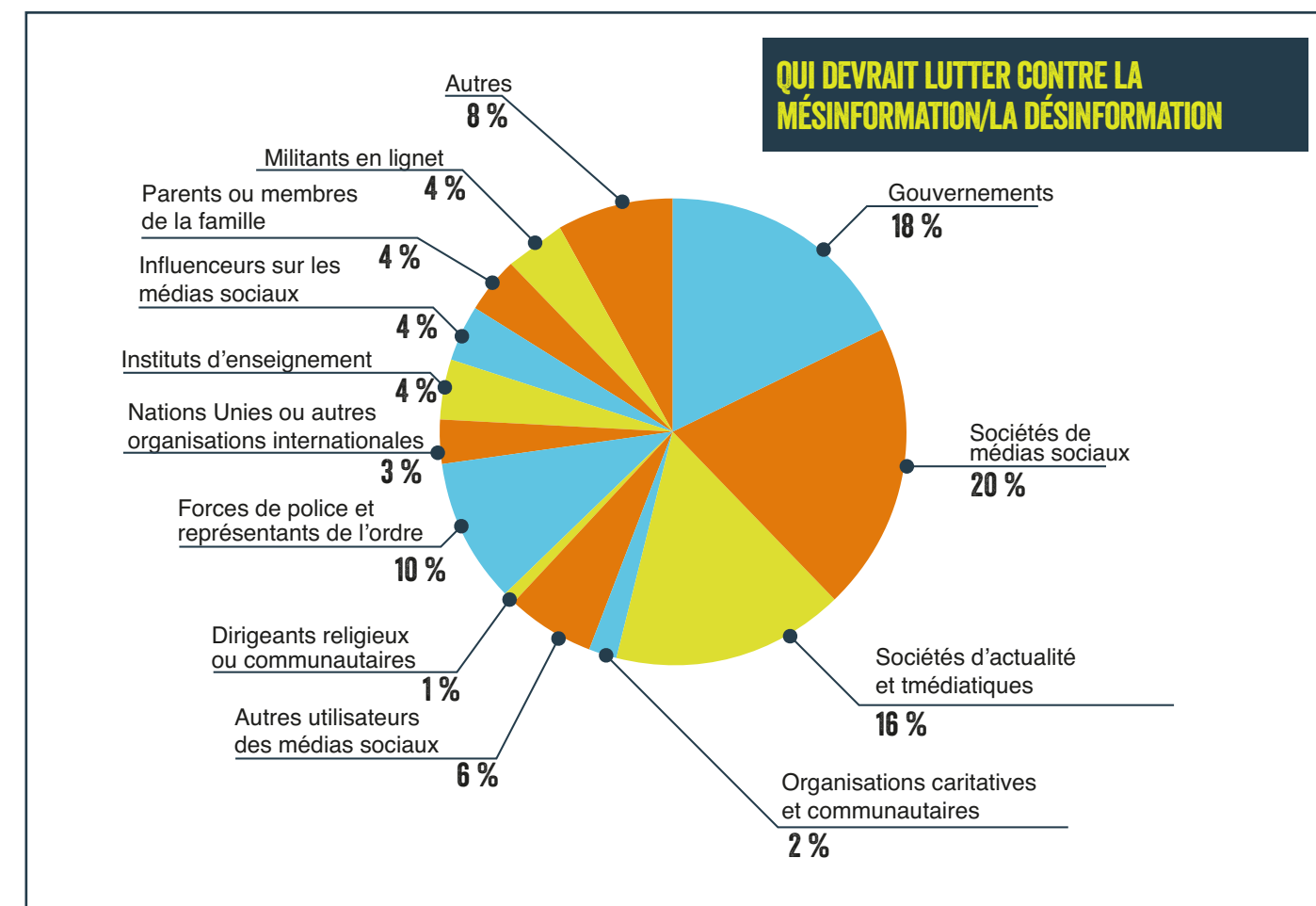
## 6. Les filles et les jeunes femmes aspirent au changement : les gouvernements, les sociétés de médias sociaux et les sources de nouvelles et les médias traditionnels doivent passer à l'action

La majorité des filles et des jeunes femmes considéraient que c'était aux autorités et à ceux qui bénéficient des médias sociaux et de la connectivité en ligne qu'il incombait de lutter contre la mésinformation et la désinformation. Selon elles, il était évident que, même si les instituts d'enseignement peuvent devoir aider les filles et les jeunes femmes à naviguer sur Internet, ce n'est pas à eux, ni aux parents et aux dirigeants communautaires, d'assumer la responsabilité des informations qui sont publiées en ligne.

Les participantes de toutes les régions estimaient que la lutte contre la mésinformation et la désinformation incombait aux gouvernements, aux sociétés de médias sociaux et aux sociétés de nouvelles d'actualité et médiatiques en général. Les entretiens qualitatifs approfondis ont confirmé cette perspective, et les jeunes militantes interrogées ont également évoqué la complexité de la situation et l'importance que tous les secteurs de la société collaborent dans cette lutte.

**« C'est un peu difficile, parce que ça dépend du type de fausses informations... Mais je pense que la résolution de ce problème, en s'attaquant à ses causes profondes, devrait se dérouler dans un cadre collaboratif où le gouvernement, les écoles, les gardes [la police] et les médias d'informations fiables travaillent tous ensemble ». Abbie, 19 ans, Irlande**

Outre la question de savoir à *qui* revient cette responsabilité, les filles et les jeunes femmes ont également avancé beaucoup d'idées sur *la manière* de stopper la mésinformation et la désinformation en ligne. Impliquant les gouvernements et les sociétés de médias sociaux en particulier, les moyens évoqués s'articulaient principalement autour de l'éducation et des réglementations, et comprenaient :



- la fourniture d'une éducation aux médias numériques dès le primaire
- l'imposition de sanctions plus sévères pour ceux qui publient des mésinformations et des désinformations
- un renforcement des règles applicables aux organes médiatiques et aux plateformes de médias sociaux par les gouvernements
- la mise en place d'avertissements pour toutes les sociétés de médias sociaux dont la plateforme contient des publications de mésinformations et de désinformations
- le suivi par les utilisateurs souhaitant ouvrir un compte sur les médias sociaux d'une courte formation obligatoire au préalable
- l'amélioration des mécanismes de signalement sur les plateformes de médias sociaux
- la mise en place de systèmes de contrôle
- l'établissement de mécanismes de détection et de suppression de la mésinformation et de la désinformation ainsi que des faux comptes.

L'implication de l'État dans la réglementation des plateformes est souvent un sujet controversé : entre la réglementation des fausses informations et la répression de la liberté d'expression ou le ciblage de groupes ou de personnes qui s'opposent à un gouvernement, il n'y a qu'un pas. Par exemple, le projet de loi britannique sur la sécurité en ligne (Online Safety Bill), qui vise à

forcer les sociétés de médias sociaux à supprimer le contenu incitant à la haine raciale et la violence, a été critiqué comme étant « catastrophique pour la liberté d'expression »<sup>68</sup>. Une telle législation peut être nécessaire, mais le risque qu'elle fasse l'objet d'une utilisation abusive par des régimes autoritaires et par des sociétés technologiques est bien réel.

Certaines des filles et des jeunes femmes ont également observé qu'en tant qu'utilisateurs de ces plateformes, nous toutes et tous, collectivement, sommes responsables de freiner la propagation de la mésinformation et de la désinformation, et de les dénoncer :

**« Je pense qu'au-delà de ce que l'on pourrait apprendre à l'école, ça dépend aussi de nous-mêmes – nous devons réfléchir chaque fois que nous recevons des informations... avoir conscience que certaines ne sont pas nécessairement fiables. Mais aussi, nous pouvons nous organiser en groupes, en collectifs, afin de pouvoir les discréditer, pour ainsi dire. Je pense que tout le monde a sa part de responsabilité, mais il s'agit également de le faire ensemble, d'identifier les informations qui ne sont pas vraies et de les combattre ». Dora, 15 ans, Pérou**



# PROGRAMME ET PRATIQUES

Ainsi que l'on souligné les filles et les jeunes femmes interrogées avec lesquelles nous avons parlé, l'éducation aux médias numériques est essentielle afin de donner aux filles et aux jeunes femmes les moyens de combattre la désinformation et la désinformation en ligne. Pour y parvenir, Plan International a adapté certains de ses programmes actuels et en a lancé de nouveaux en vue d'aider les filles et les jeunes femmes à développer les compétences dont elles ont besoin.

## A. Plan International Thaïlande et Plan International Norvège : en partenariat avec Telenor Group

### Renforcement des compétences numériques et de la résilience

Depuis 2018, Plan International et Telenor Group, une multinationale du secteur des télécommunications qui propose des services de communication de données et médiatiques, travaillent en partenariat en vue de réaliser l'Objectif de développement durable 10 et de réduire les inégalités dans notre société, au travers de programmes visant à renforcer l'alphabétisation numérique chez les groupes vulnérables d'enfants et de jeunes.

En janvier 2021, Plan International Thaïlande et dtac (Telenor en Thaïlande) ont étendu leur partenariat avec le nouveau projet intitulé « Young Digital Resilience Leaders » (Les jeunes leaders pour la résilience dans le monde numérique). Le projet vise à former de jeunes leaders compétents et créatifs dans les technologies numériques et à les équiper des compétences et des connaissances nécessaires pour établir des mouvements en faveur du changement social en ligne.

Quarante-cinq équipes ont été sélectionnées, dont deux tiers sont composés de filles. Les équipes de jeunes participeront à un cybercamp et suivront un programme de formation en ligne obligatoire. L'objectif du programme est de renforcer leur capacité à maîtriser les médias numériques et de les sensibiliser à la cyberintimidation, à la confidentialité et la sécurité sur Internet ainsi qu'à la résilience en ligne, particulièrement au sujet des fausses nouvelles d'actualité. Les équipes élaborent actuellement leurs propres campagnes en ligne, de manière à sensibiliser d'autres jeunes et à leur transmettre les compétences en ligne dont ils ont besoin pour surmonter les difficultés multiples et variées qu'ils rencontrent en ligne.

Chaque équipe bénéficiera de fonds d'amorçage et des conseils d'un mentor désigné pour les aider à mettre en œuvre leurs idées et à atteindre leur public cible.

Le projet a pour but d'aider les jeunes à maximiser le potentiel de l'Internet et à développer des outils et des compétences permettant d'instaurer un changement positif et de transmettre leurs connaissances aux autres. Dans le cadre de ce projet, il est essentiel de reconnaître la capacité des jeunes et de comprendre et encourager leur potentiel en tant qu'agents du changement positif.



Le projet repose sur les programmes et stratégies d'autonomisation des jeunes existants de Plan et se focalise sur l'engagement des jeunes en tant que leaders de l'action collective contre la discrimination et les inégalités entre les genres. Étant donné que ce projet a été adapté au contexte de la COVID-19, il est donc dirigé et suivi à travers une plateforme interactive en ligne développée par dtac. Il est prévu qu'environ 100 000 jeunes participeront activement aux activités des groupes en ligne.

### b. Girls Out Loud [Les filles se font entendre]

**Girls Out Loud** est un espace en ligne sûr destiné aux filles et aux jeunes femmes (de 13 à 24 ans) où elles peuvent discuter des questions qui leur tiennent à cœur. Dans le cadre de groupes privés sur Facebook modérés par Plan International, elles posent des questions et parlent de l'image qu'elles ont d'elles-mêmes, de la violence fondée sur le genre, des grossesses d'adolescentes, de l'avortement, des droits des personnes LGBTIQ+ et de la pandémie de COVID-19 actuelle – devenue le sujet de discussion principal parmi tous les groupes. Compte tenu des restrictions imposées sur les rassemblements sociaux et de la fermeture des écoles à l'échelle mondiale, les espaces sûrs traditionnels pour les filles et les jeunes femmes menacent de disparaître. Sur la plateforme *Girls Out Loud*, elles peuvent poser des questions liées à la pandémie, recevoir des informations exactes et échanger leurs expériences avec d'autres filles.

**« Merci pour toutes les informations que vous nous fournissez, elles sont très importantes pour nous aider à assurer notre bien-être ». Fille de 16 ans au Guatemala.**

Lancée en Colombie en 2017, la plateforme *Girls Out Loud* couvre aujourd'hui 11 pays : le Bénin, la Colombie, le Guatemala, la Guinée, le Pérou, les Philippines, le Sénégal, la Sierra Leone, le Timor-Leste, la République dominicaine et le Royaume-Uni, où l'espace s'appelle « Girls Shout Out » (Les filles s'expriment haut et fort)

**« Salut les filles, démarrons une conversation sur la manière dont nous pouvons sensibiliser les autres afin de pouvoir lutter ensemble contre la propagation de la COVID-19 ». Sénégal (l'âge n'est pas précisé)**

Pour Plan International, *Girls Out Loud* est l'occasion de poursuivre ses initiatives d'engagement auprès des communautés et de mesurer l'impact de la COVID-19, entre autres sujets importants, sur la vie des filles et des jeunes femmes.

Les filles qui passent du temps sur les médias sociaux s'exposent à divers risques, et nous les aidons à rester en sécurité, non seulement dans notre groupe, mais également sur Facebook en général. Nous discutons de la manière de configurer les paramètres de confidentialité sur « privé », de bloquer des utilisateurs ou de signaler un contenu dérangeant. Nous parlons également de l'identification de la désinformation et de la désinformation et de ce qu'il faut faire pour les contrer, ainsi que de la manière d'assurer la sécurité des informations d'un compte quand on utilise un dispositif partagé.

**« J'adore ces informations, franchement, j'étais inquiète, parce que je recevais tout un tas de fausses nouvelles d'actualité sur les réseaux sociaux et que j'y croyais ». Fille de 15 ans en Colombie.**

Dans le groupe *Girls Out Loud* de la **Sierra Leone**, un grand nombre de demandes de clarifications au sujet de fausses informations sur le virus ont été soumises depuis le début de la pandémie de COVID-19. Les filles partageaient souvent les désinformations qu'elles entendaient dans leurs communautés – y compris le « fait » mensonger, selon lequel « les Africains ne peuvent pas attraper la Covid-19 ». Le groupe *Girls Out Loud* a permis de promouvoir des informations fiables sur la COVID-19 et d'indiquer où elles se trouvent en ligne. Par ailleurs, un atelier en personne a été organisé dans le bureau de pays, au cours duquel les filles ont reçu des conseils sur la manière d'identifier la désinformation et la désinformation, et des messages visant à les contrer ont été élaborés.

Dans le groupe *Girls out Loud* au **Népal**, Srijana, de même que beaucoup d'autres filles, était « nouvelle sur Internet. Je dois aller en ligne, parce que les écoles sont fermées pendant la pandémie ». La désinformation l'a amenée à se lier d'amitié sur Facebook avec une personne dont les activités ont commencé à être suspicieuses et alarmantes. Srijana a contacté *Girls Out Loud* et le modérateur lui a expliqué comment elle pouvait signaler le compte de cette personne. En discutant de sa situation, Srijana a pu enrichir ses connaissances sur le problème des fausses informations en ligne et l'une des filles du groupe lui a recommandé de régler les paramètres de son compte afin qu'il soit privé et d'empêcher des inconnus de lui envoyer des messages.



# CONCLUSION

Quatre-vingt-treize pour cent des filles et des jeunes femmes interrogées avaient été influencées par des informations en ligne.

« J'essaye toujours de trouver des informations sur ce qui se passe dans le monde, sur la politique, sur la situation des États relativement aux mariages précoces, et sur les lois qu'ils adoptent. Je m'intéresse également beaucoup aux campagnes militantes de différentes organisations mondiales...et à la manière dont ces informations peuvent nous aider à créer des alliances pour travailler sur ces sujets ». Ana, 22 ans, République dominicaine

Les filles et les jeunes femmes passent énormément de temps en ligne, motivées par la quête de connexions et d'informations – le souhait d'enrichir leurs connaissances au-delà du cadre de leur propre famille, de leur école et de leur communauté. Les possibilités qui s'offrent sont illimitées. On peut trouver des informations en ligne sur pratiquement tous les sujets, et surtout, l'Internet permet d'établir des liens entre des personnes du monde entier qui partagent des idées similaires. Pour les filles et les jeunes femmes, notamment celles provenant de groupes minoritaires, ces informations sont inestimables.

« L'Internet est la grand-place du 21<sup>e</sup> siècle. C'est là que se tiennent les débats, que se bâtissent les communautés, que les produits se vendent et que les réputations se forment<sup>69</sup> ».

Les avantages pour les dirigeants de campagnes et les militants sont évidents. Cela dit, il y a un inconvénient : il leur est très difficile de savoir où aller pour obtenir des informations solides et comment faire la part entre le vrai et le faux. Dans l'ensemble, nous avons observé chez les participantes interrogées, tant lors des entretiens que dans le cadre des enquêtes, une méfiance généralisée envers les plateformes en ligne.

Pour la majorité des filles et des jeunes femmes interrogées, aucune source en ligne, quelle qu'elle soit, ne leur inspirait confiance.

Pour accéder aux informations dont elles avaient besoin, les jeunes militantes interrogées se rendaient principalement sur les plateformes de médias sociaux. Mais, dans le même temps, les deux ensembles de participantes ont indiqué que c'était également là qu'elles trouvaient le plus de mésinformations et de désinformations.

De même que pour la question du harcèlement et des mauvais traitements en ligne examinés en 2020, les filles et les jeunes femmes sont largement livrées à elles-mêmes dans la lutte contre la mésinformation. L'une des constatations alarmantes qui sont ressorties de l'étude était que les filles et les jeunes femmes avaient été amenées à changer de comportement elles-mêmes et qu'elles avaient dû apprendre seules à effectuer des contrôles croisés sans fin pour valider les informations – seul un nombre limité de pays proposant des programmes complets d'éducation aux médias numériques. Même quand on leur a demandé spécifiquement vers qui elles se tournaient pour obtenir de l'aide, la plupart des jeunes militantes avaient confirmé qu'elles ne comptaient que sur

elles-mêmes. Ainsi que l'indique la citation ci-dessous, il semble que tout repose sur l'utilisateur individuel, plutôt que sur les fournisseurs de plateformes et les législateurs publics.

« Ça dépend de la manière dont on utilise les médias sociaux. Si on les utilise de manière appropriée et adéquate, on peut se connecter avec d'autres personnes dont les idées ou les castes diffèrent, mais si on en fait une utilisation abusive, cela crée assurément des divisions ». Nani, 19 ans, Népal

Près de la moitié des participantes à l'étude ont indiqué se sentir **affligées, démoralisées, stressées, inquiètes ou anxieuses en raison de la mésinformation ou de la désinformation en ligne**. Ces dernières ont des répercussions disproportionnées sur les filles et les jeunes femmes, qui doivent déjà faire face à la discrimination de genre et au harcèlement – en ligne et hors ligne –, dans une société où les stéréotypes sexistes sont clairement la norme. La mésinformation et la désinformation ont des effets destructeurs : elles compromettent les droits des filles et des jeunes femmes à participer à la vie politique et communautaire, ce qui érode leur confiance en soi et limite leur capacité à s'exprimer. C'est un problème qu'il faut com-

batter en reconnaissant clairement les intérêts des filles et des jeunes femmes. De plus, étant donné qu'il recouvre l'ensemble du spectre de la discrimination sectaire, de la violence à l'égard des femmes et des filles sous toutes ses formes et de la représentation des femmes et des filles dans les médias, son élimination est d'autant plus vitale si l'on souhaite parvenir à l'égalité de genre. Il représente une nouvelle pierre à l'édifice de la misogynie qui façonne la société dans laquelle nous vivons.

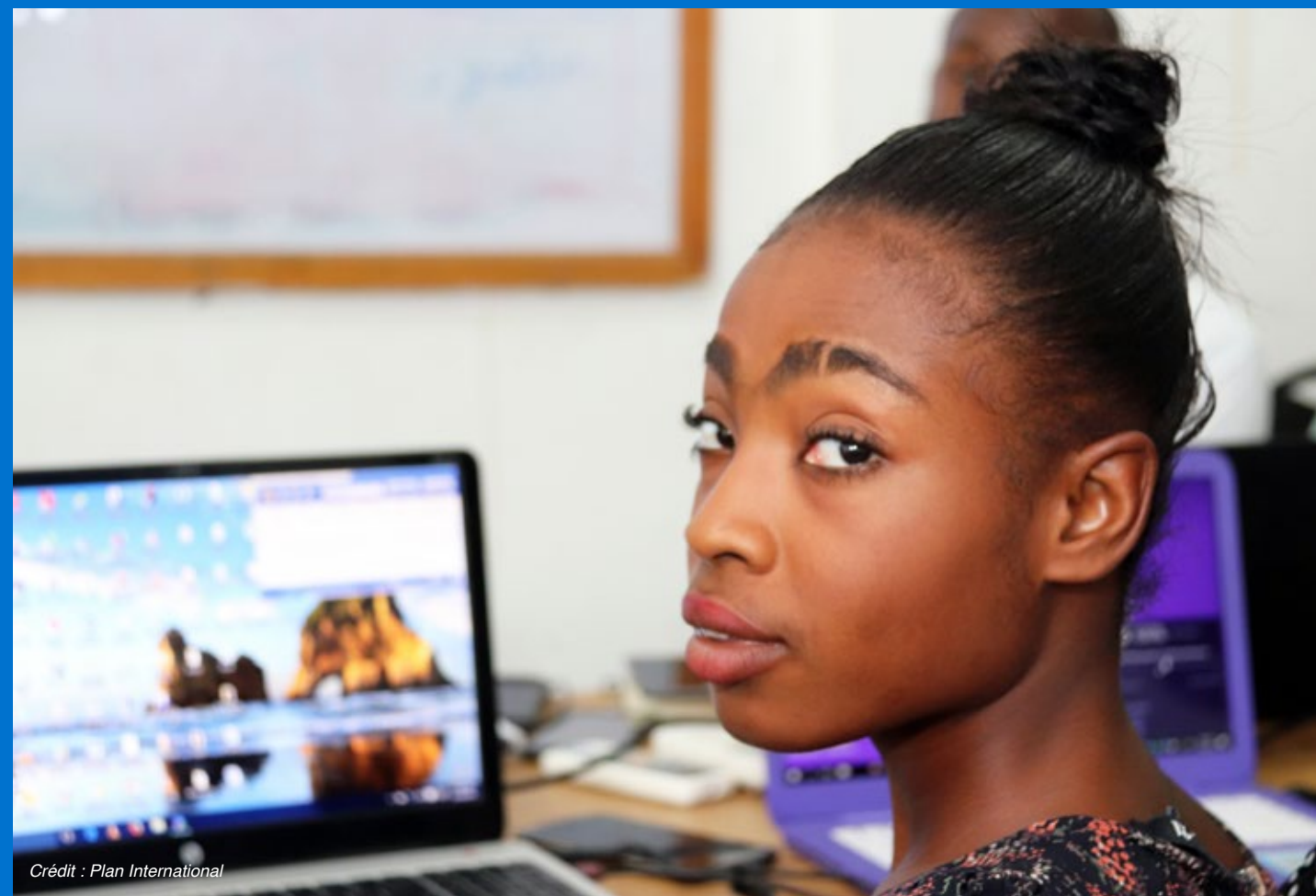
« Je pense en fait que chacune et chacun d'entre nous a un rôle important à jouer dans le renforcement de la sécurité de ces espaces numériques, afin d'en faire des espaces beaucoup plus sûrs pour nous. Mais en ce qui concerne les acteurs d'institutions qui ont du pouvoir, qui ont le privilège de pouvoir promulguer les lois et d'informer un public plus diversifié et plus vaste au sujet de ce qui se passe et sur ce qu'il faut faire, je pense qu'ils peuvent apporter une contribution réelle à la résolution de ces problèmes ». Dira, 18 ans, Indonésie



# RECOMMANDATIONS

Ainsi que l'ont fait remarquer les participantes à l'étude, tout le monde a sa part de responsabilité dans la lutte contre la désinformation et la désinformation en ligne : il est impératif que nous nous assurons toutes et tous de toujours évaluer les informations avant de les partager, de signaler le contenu susceptible de contenir de la désinformation et de la désinformation et de sensibiliser les autres à ce problème. Mais certaines personnes ont plus de pouvoir que d'autres.

Les recommandations qui suivent s'adressent aux principaux détenteurs de pouvoir et reposent sur les propositions formulées par les filles et les jeunes femmes qui ont participé aux recherches.



Crédit : Plan International

## 1. LES GOUVERNEMENTS DOIVENT :

### A PROMOUVOIR L'ALPHABÉTISATION NUMÉRIQUE

- **Investir dans l'éducation aux TIC** et l'alphabétisation numérique en soutenant les initiatives d'acquisition de compétences numériques et d'autonomisation dirigées par les communautés et pilotées par les pairs pour tous les enfants, en particulier les filles et les jeunes femmes dans toute leur diversité, ainsi que pour leur famille : en se focalisant sur la résolution des problèmes, l'organisation de groupes de mentorat, la maîtrise des informations et des données, la création de contenu et les compétences de leadership, outre les compétences techniques.
- **Introduire ou renforcer l'alphabétisation numérique**, y compris la réflexion critique, dans les programmes d'enseignement scolaire dès le primaire. Les filles et les jeunes femmes doivent pouvoir naviguer dans les espaces en ligne en toute confiance et de manière éclairée, et l'acquisition de ces compétences doit faire partie d'un système éducatif global qui promeut l'égalité de genre.
- **Travailler avec la société civile** en vue d'élaborer et d'exécuter des initiatives d'alphabétisation et de sensibilisation numériques afin que les communautés, les familles et la société civile soient mieux informées sur les possibilités qu'offre l'Internet et ses risques. Les gouvernements doivent encourager des discussions plus étendues visant à éliminer les inégalités entre les genres et à combler la fracture numérique entre les sexes : en reconnaissant les normes néfastes qui limitent l'inclusion numérique des filles ainsi que les violences et les abus en ligne, auxquels la désinformation et la désinformation contribuent également.
- **Faire participer de manière effective les filles et les organisations de la société civile** aux discussions politiques et législatives afin de veiller à ce que la réglementation des plateformes en ligne, les stratégies destinées à encourager la connectivité des filles et à lutter contre la violence en ligne et les initiatives d'alphabétisation numérique répondent à leurs objectifs – en tenant compte des besoins divers des filles et de leur vécu. Les initiatives doivent également prévoir des mesures d'atténuation du stress et de l'impact psychologique de l'hostilité à laquelle on peut se heurter sur les espaces en ligne.

### B PROTÉGER LES DROITS ET EN ASSURER UN SUIVI

- **Garantir que les lois, réglementations et politiques publiques reconnaissent les droits numériques des enfants**, en prenant des mesures proactives en vue d'intégrer les recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies<sup>70</sup>. Celles-ci soulignent l'importance de la promotion de la citoyenneté numérique pour les enfants et les adolescents – notamment en ce qui concerne l'accès à l'information, l'encouragement de la participation civique, la protection et la confidentialité, en fonction du stade d'évolution de l'enfant et selon une approche tenant compte des questions de genre et de la diversité.
- **Reconnaître, examiner et traiter les incidences de la désinformation et de la désinformation sur les filles**, en y associant des efforts de lutte contre la violence fondée sur le genre en ligne par le biais de programmes et d'interventions politiques. Les gouvernements doivent actualiser leurs cadres législatifs et adopter des politiques de prévention et de lutte contre la violence, le harcèlement et les discours haineux en ligne, en analysant la manière dont la désinformation et la désinformation alimentent la misogynie, les abus raciaux et d'autres types de contenus néfastes en ligne.
- **S'assurer que les discussions au sujet des règles gouvernementales** applicables aux sociétés de médias sociaux et à d'autres plateformes sur Internet se focalisent sur des réformes dans les pratiques et les conceptions de produits qui, à terme, permettent de renforcer la sécurité en ligne, en particulier celle des filles et des personnes marginalisées. Les cadres réglementaires doivent inclure des organes de supervision indépendants qui cherchent également à renforcer la transparence et la redevabilité.
- **Veiller à ce que les politiques gouvernementales sur l'accès à l'Internet soient inclusives** et à ce qu'elles privilégient une connectivité plus abordable et plus effective pour tous, en particulier pour les filles et les jeunes femmes. En matière d'accès à l'Internet, les gouvernements doivent se fixer pour nouvelle cible une connectivité efficace, en se focalisant sur quatre composantes : une utilisation régulière de l'Internet, l'utilisation d'appareils adéquats, des débits de données suffisants et une connexion rapide.



## 2. LES PLATEFORMES EN LIGNE DOIVENT :

### A PROMOUVOIR L'ALPHABÉTISATION NUMÉRIQUE

- **Travailler aux côtés des filles, des jeunes femmes et de la société civile** en vue de tirer parti des solutions permettant d'enrichir l'alphabétisation numérique des enfants et d'en créer de nouvelles. Les interventions doivent reposer sur les expériences et les besoins des filles et des jeunes femmes dans toute leur diversité : elles doivent inclure des outils et des initiatives permettant de

contrôler les faits, d'encourager les utilisateurs à modifier leur comportement et de vérifier le contenu, ainsi que des campagnes de sensibilisation.

- **Lancer des campagnes innovantes de sensibilisation du public aux fausses informations et à la désinformation**, notamment des campagnes adaptées à l'âge et ciblant un public plus jeune.

### B ASSUMER LEURS RESPONSABILITÉS

- **Reconnaître** qu'en ce qui concerne le contenu publié et promu au travers des procédures, des algorithmes et des prises de décisions – par le biais de fonctions automatisées ou de l'intervention de personnes – des plateformes en ligne, celles-ci ont la responsabilité et le devoir de diligence de ne pas perpétuer de mésinformations et de désinformations susceptibles de compromettre le bien-être physique et mental de leurs consommateurs.
- **Analyser et traiter les incidences de la mésinformation et de la désinformation sur les filles en particulier**, en y associant des efforts visant à traiter et réduire la violence fondée sur le genre en ligne par le biais de leurs systèmes et processus.
- **Reconnaître** que, quand des questions de genre se recoupent avec d'autres facteurs tels que la race, l'appartenance ethnique, l'identité sexuelle ou le handicap, les filles et les jeunes femmes en particulier peuvent être exposées à des risques et que leurs droits – spécifiquement leurs droits à la liberté d'expression et d'assemblée ainsi qu'à la sécurité psychologique et physique – sont compromis.
- **Modifier les déclarations politiques et les directives communautaires existantes** en vue de reconnaître explicitement les dimensions liées au genre et intersectionnelles ainsi que les impacts de la mésinformation et de la désinformation, et s'engager à mettre en œuvre des solutions sensibles au genre et à pénaliser les auteurs de mésinformations et de désinformations.
- **S'appuyer sur les mesures lancées lors de la pandémie de COVID-19** quand les plateformes en ligne travaillaient ensemble à mettre en œuvre des solutions techniques en vue de combattre la mésinformation et la désinformation : notamment en reliant les utilisateurs à des informations crédibles et réputées, ainsi qu'en modérant et en réduisant la propagation de contenus mensongers. Il est essentiel de travailler avec les filles, les jeunes femmes et les organisations de la société civile, afin de créer de nouvelles solutions techniques qui tiennent compte de la dimension du genre dans la mésinformation et la désinformation et combattent ces dernières sur un vaste ensemble de questions qui sont importantes dans la vie des filles et des jeunes femmes. Il convient d'éviter une dépendance excessive à l'automatisation, car un processus automatisé d'identification de contenus inacceptables ou de compréhension d'un contexte est moins efficace qu'un modérateur humain qualifié.
- **Faire preuve de transparence et de redevabilité** relativement à l'exécution et l'impact d'initiatives de lutte contre la mésinformation et la désinformation. En particulier – tout en continuant à protéger la confidentialité des données des utilisateurs des plateformes – les animateurs des plateformes en ligne doivent faciliter la publication de données qui sont désagrégées selon l'âge et le genre afin d'obtenir des données utiles au sujet des incidences de la mésinformation et de la désinformation sur les filles et les jeunes femmes. Les données doivent être accessibles aux parties prenantes externes, y compris aux universitaires et aux organisations de la société civile, et elles doivent être régulièrement analysées en vue de regrouper des éléments factuels permettant de mesurer l'ampleur réelle de la mésinformation et de la désinformation. Ces données aideront à identifier les lacunes existantes et à compiler des exemples positifs d'impact et de possibilités en matière de renforcement des procédures – en veillant spécifiquement à préserver les intérêts des enfants et des jeunes.

## 3. LES ORGANES MÉDIATIQUES DOIVENT :

- **Collaborer** avec d'autres organisations pour partager leur expertise et diffuser de bonnes pratiques relativement aux procédures de contrôle des faits et à d'autres méthodes de vérification. Il s'agit de partager les idées et l'expertise du secteur avec les gouvernements et les fournisseurs de réseaux en vue d'orienter l'élaboration de programmes d'éducation aux médias numériques axés sur le développement de la réflexion critique et sur l'acquisition de

compétences pratiques en termes de navigation et de sécurité sur les espaces numériques.

- **S'engager** à ne pas diffuser de mésinformations et de désinformations sur leurs canaux et réseaux et, en cas de diffusion involontaire de telles informations, à y remédier de façon adéquate sous forme de correctif – en veillant à ne pas risquer de mettre en avant des informations qui sont purement et simplement fausses ou de leur conférer une légitimité.

## 4. LES FOURNISSEURS DE RÉSEAUX DOIVENT :

- **Travailler** avec les gouvernements pour prendre des mesures visant à améliorer l'efficacité de la connectivité : étendre l'inclusivité de l'accès à l'Internet mobile en se focalisant en particulier sur du contenu éducatif librement accessible sur des sites Internet pertinents où le trafic est gratuit, ainsi qu'en augmentant les volumes de données et en réduisant les coûts.

## 5. LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DOIVENT :

- **Apporter un appui financier et technique** aux organisations de jeunes féministes et aux groupes de défense des droits numériques des filles, en particulier ceux qui luttent contre la mésinformation et la désinformation, en affichant leur solidarité avec les militants ainsi qu'en renforçant et en amplifiant les mouvements intergénérationnels.
- **Promouvoir une collaboration** et une coordination entre les différentes parties prenantes : spécifiquement la collaboration entre les pays du Sud et du Nord – y compris les filles et les jeunes femmes, les organisations dirigées par des filles, les organisations de la société civile, les représentants gouvernementaux, les universitaires et le secteur des technologies – en vue d'amplifier l'impact en faveur du changement.

## 6. LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET SUPRANATIONALES DOIVENT :

- **Assurer** la participation effective des filles et des jeunes femmes aux discussions sur les réglementations, les normes et les politiques, en veillant à ce que leurs expériences soient prises en compte. Il est essentiel que la législation de l'Union européenne sur les services numériques et les propositions associées telles que le Règlement sur l'intelligence artificielle et le Plan d'action pour la démocratie européenne, qui font actuellement l'objet de débats, tiennent dûment compte des filles et des jeunes femmes, en s'assurant que les risques systémiques auxquelles elles sont exposées sont écartés et atténués, de façon cohérente et transparente.
- **Enquêter** sur le problème de la mésinformation et de la désinformation et sur leur impact sur les droits humains des personnes. Cela comprend la conduite de recherches sur les impacts et les dimensions de la désinformation et de la mésinformation selon le genre et l'âge et des mesures visant à encourager fortement une transparence et une redevabilité accrues au sein et dans l'ensemble du secteur technologique : en fournissant des informations publiques sur les réformes des technologies, l'utilisation des algorithmes, les données et la confidentialité, et en luttant contre le contenu préjudiciable. Il s'agit d'utiliser ces données utiles pour orienter les campagnes de sensibilisation du public et combattre la propagation de contenus néfastes, en s'appuyant sur la campagne Verified en cours des Nations Unies qui s'attaque aux fausses informations et à la désinformation sur la COVID-19.



# Méthodologie

Menées dans 33 pays, les recherches comprenaient la conduite d'une enquête auprès de 26 000 adolescentes et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans dans 26 pays, ainsi que des entretiens qualitatifs approfondis dans 18 pays, en vue de mieux comprendre les expériences et les idées des filles et des jeunes femmes.<sup>71</sup>

Dans le cadre des recherches, des données primaires ont été recueillies au travers d'une enquête mixte à grande échelle, d'entretiens qualitatifs et d'un outil de veille sociale analysant les plateformes en ligne.

## ENQUÊTE

L'enquête a été menée en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Burkina Faso, au Canada, en Colombie, en Équateur, en Espagne, aux États-Unis, en Finlande, en France, en Indonésie, en Italie, en Jordanie, au Kenya, au Malawi, au Népal, aux Pays-Bas, au Pérou, aux Philippines, au Royaume-Uni, au Salvador, en Suède, au Togo, au Vietnam et en Zambie. Traduit dans différentes langues, le questionnaire comprenait 16 questions fermées, dont la plupart permettaient aux personnes interrogées de sélectionner plusieurs codes de réponses. Les questions étaient articulées autour de quatre domaines : les aspects démographiques (âge et appartenance à un groupe minoritaire), l'engagement en ligne relativement à des sujets sociaux, la désinformation et la désinformation, et l'éducation aux médias numériques. Trois méthodes ont été employées pour collecter les données : par téléphone, par des entretiens en face à face avec l'aide de tablettes ou de téléphones mobiles à écran large ou par le remplissage d'un questionnaire d'enquête en ligne figurant sur un site Internet dédié à cet effet. Deux sociétés de recherche en marketing ont recueilli les données – Ipsos et GeoPoll – du 5 février au 19 mars 2021<sup>72</sup>.

## ENTRETIENS QUALITATIFS :

les questions des entretiens ont été réparties dans trois sections thématiques :

- ➔ Les sujets à propos desquels les filles et les jeunes femmes s'engagent en ligne et leurs comportements et pratiques en matière d'apprentissage et d'engagement en ligne
- ➔ Leur expérience de la désinformation et de la désinformation en ligne
- ➔ Leur niveau de connaissances sur les médias numériques et la mesure dans laquelle elles y sont exposées, et ce qu'il faudrait faire pour remédier au problème que posent la désinformation/la désinformation.

Les données ont été recueillies entre le 24 mars et le 5 mai 2021. La durée des entretiens – menés sur Microsoft Teams, Zoom et WhatsApp – variait généralement de

45 minutes à une heure environ. Dans l'ensemble, les entretiens ont été réalisés auprès de 22 filles et jeunes femmes de 15 à 24 ans dans 18 pays : **Allemagne, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Égypte, Espagne, États-Unis, Indonésie, Irlande, Kenya, Malawi, Népal, Nigeria, Pays de Galles, Pérou, République dominicaine et Soudan**<sup>73</sup>.

Le rapport présentait les filles et les jeunes femmes en tant que jeunes militantes – un très large éventail de militantes, depuis les militantes chevronnées assumant des rôles de leader jusqu'à celles s'exprimant occasionnellement sur une question ou un sujet qui leur tient à cœur, en passant par les militantes faisant du bénévolat en faveur de certaines causes.

**N.B. Les noms des filles et des jeunes femmes présentées dans ce rapport ont été changés pour préserver leur anonymat et, dans la quasi-majorité des cas, ce sont elles qui ont choisi le nom qu'elles souhaitaient utiliser.**

## OUTIL DE VEILLE SOCIALE :

c'est un outil en ligne qui regroupe des informations provenant de diverses plateformes de médias sociaux en vue d'examiner les publications de personnes sur un sujet donné. Les données ont été recueillies du 15 mars au 14 avril 2021 et des recherches ont été menées chaque semaine sur une période de quatre semaines. Celles-ci reposaient sur une liste de mots clés primaires concernant la désinformation et la désinformation qui ont ensuite fait l'objet de recherches par rapport à des termes portant sur trois domaines : la politique et les élections, la COVID-19, et le sexe et la santé sexuelle.

## L'ÉTHIQUE ET LA PROTECTION

Deux universitaires internationaux spécialisés dans les droits des enfants du Département du droit public et de la jurisprudence de l'Université du Cap-Occidental en Afrique du Sud et un professeur en droits des enfants dans le monde en développement de l'Université de Leiden aux Pays-Bas ont approuvé le protocole d'éthique de l'étude.

Les contractants de l'enquête ont dû signer un code de conduite confirmant qu'ils adhéraient à la Politique mondiale de protection de Plan International. Toutes les participantes (et les parents/responsables de celles âgées de 15 à 17 ans) ont donné leur consentement. Conformément aux principes d'éthique et de protection, les entretiens qualitatifs ont été menés par deux membres du personnel de Plan International. Des fiches d'informations ont été distribuées à l'avance, et un consentement éclairé ainsi qu'un accord ont été obtenus avant le déroulement des entretiens, lesquels ont été enregistrés après recueil du consentement verbal de la personne concernée.

L'anonymat des personnes et la confidentialité de leurs données personnelles ont été assurés tout au long de la collecte des données, de l'analyse et du processus de rédaction.



# Remerciements

**Nous souhaitons avant toute chose remercier toutes les adolescentes et les jeunes femmes qui nous ont fait part de leur expérience en matière d’apprentissage en ligne et d’exposition à la mésinformation et à la désinformation.**

Nous remercions en particulier nos jeunes militantes de l’Allemagne, du Bangladesh, du Bénin, du Brésil, du Burkina Faso, de l’Égypte, de l’Espagne, des États-Unis, de l’Indonésie, de l’Irlande, du Kenya, du Malawi, du Népal, du Nigeria, du Pays de Galles, du Pérou, de la République dominicaine et du Soudan qui ont participé aux entretiens qualitatifs et nous ont présenté leurs expériences et leurs perspectives, sans oublier les 26 249 filles et jeunes femmes de 26 pays qui ont répondu à nos nombreuses questions. Nous leur savons gré de leur temps et de leurs contributions.

**Ces recherches ont été menées par Plan International, et nous adressons en particulier nos remerciements aux personnes suivantes :**

Équipe et auteures du rapport : Sharon Goulds, rédactrice principale et auteure du rapport. Isobel Fergus, Dre Lucia Rost et Aisling Corr, auteures du rapport de recherche original. Dre Jacqueline Gallinetti et Isobel Talks, collaboratrices techniques au rapport de recherche original.

**Responsable du projet de rapport :** Isobel Fergus

**Comité de rédaction de Plan International :** Isobel Fergus, responsable de recherche ; Dre Jacqueline Gallinetti, directrice de la gestion des recherches et des connaissances ; Danny Plunkett, directrice du contenu et du travail créatif ; Sarah Carson, directrice des campagnes ; Lorraine Ní Annracháin, responsable des campagnes ; Anna MacSwan, directrice responsable des médias internationaux et Madeleine Askham, responsable des politiques et des actions de plaidoyer.

**Autres contributeurs :** Nous remercions tout spécialement Sessi et Arouna, les militantes pour la jeunesse qui ont rédigé la préface de ce rapport. Nous remercions en outre Nikita Shrobsole, directrice des politiques et des actions de plaidoyer liées au numérique chez Plan International, Neema Iyer, fondatrice et directrice exécutive de Pollicy, et Asha Allen du Lobby européen des femmes pour les contributions qu’elles ont apportées à ce rapport. Nous tenons également à remercier les bureaux de Plan International qui ont fourni des études de cas programmatiques, en particulier Santi Leksakun de Plan International Thaïlande, Alexandra Letelier de Plan International Norvège, Kate Strivens, Jacob Wilson et Paulyanna Kanu-Kobby de Plan International Sierra Leone et Shreejana Bajracharya de Plan International Népal.

Équipes des **bureaux de pays et des organisations nationales** : Nous remercions sincèrement le personnel des bureaux de Plan International qui a facilité la participation des personnes interrogées lors des recherches qualitatives, ainsi que l’ensemble des membres du personnel des organisations nationales et des bureaux de pays qui ont soumis des commentaires relativement à ce rapport.

**Les enquêtes de l’étude ont été menées par :** Ipsos Public Affairs et Geopoll.

**Les entretiens qualitatifs ont été menés par :** Isobel Fergus, Aisling Corr, Olive Gray, Sarah Dickins, Violeta Castaño, Zienab Anwar, Francois Godonou et Rajan Paudel. Nous remercions enfin Aditya Septiansyah et Yves Zongo pour leurs services de traduction en Indonésie et au Burkina Faso.

**Veille sociale réalisée par :** Isobel Fergus et Sonia Kalsi

**Conception :** Sandra Dudley

# Notes de fin

1 Pour consulter la liste complète des termes et des définitions, veuillez accéder à la page 8 du rapport technique « The Truth Gap », <https://plan-international.org/truthgap>

2 Commission « Le large bande au service du développement numérique », « Lutter contre la violence en ligne à l’égard des femmes et des jeunes filles : appel à une prise de conscience à l’échelle mondiale », 2015, consulté le 3 décembre 2019, <https://www.broadbandcommission.org/publications/Pages/bb-and-gender-2015.aspx>

3 Commission « Le large bande au service du développement numérique », « The state of broadband report 2019 » (Rapport 2019 sur la situation du large bande), Union internationale des télécommunications et Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture, 2019, consulté le 7 juillet 2020, [https://www.itu.int/dms\\_pub/itu-s/opb/pol/S-POL-BROADBAND.20-2019-PDF-E.pdf](https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/pol/S-POL-BROADBAND.20-2019-PDF-E.pdf)

4 Statista, « Global digital population as of January 2021 » (L’accès de la population mondiale au monde numérique – janvier 2021), consulté le 13 mai 2021, <https://www.statista.com/statistics/617136/digital-population-worldwide>

5 Ibid.

6 The United Nations University, « Taking stock: Data and evidence on gender equality in digital access, skills and leadership », consulté le 15 juillet 2021, <https://www.itu.int/en/action/gender-equality/Documents/EQUALS%20Research%20Report%202019.pdf>

7 World Wide Web Foundation, « Women’s rights online: Closing the digital gender gap for a more equal world », 2020, consulté le 22 juin 2021, <http://webfoundation.org/docs/2020/10/Womens-Rights-Online-Report-1.pdf>

8 Forum économique mondial, « Coronavirus has exposed the digital divide like never before » (La Covid-19 a fait ressortir la fracture numérique comme jamais auparavant), 2020, consulté le 7 juin 2020, <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/coronavirus-covid-19-pandemic-digital-divide-internet-data-broadband-mobile/>

9 Ibid.

10 UNESCO, « Girls’ education and COVID-19: New factsheet shows increased inequalities for the education of adolescent girls », consulté le 15 juillet 2021, <https://en.unesco.org/news/girls-education-and-covid-19-new-factsheet-shows-increased-inequalities-education-adolescent>

11 USA Today Tech, « Welcome to the first social media pandemic: Here are 8 ways you can stop the spread of coronavirus misinformation », USA Today Tech, 2020, consulté le 26 mai 2021, <https://eu.usatoday.com/story/tech/2020/03/19/coronavirus-covid-19-misinformation-social-media-facebook-youtube-instagram/2870277001/>

12 BBC, « Social media firms fail to act on Covid-19 fake news », BBC News Online, 2020, consulté le 26 mai 2021, <https://www.bbc.co.uk/news/technology-52903680>

13 Gouvernement du Royaume-Uni, « How to guide: Gender and strategic communications in conflict and stabilisation contexts », 2020, consulté le 26 mai 2021, [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/866351/How\\_to\\_Guide\\_on\\_Gender\\_and\\_Strategic\\_Communication\\_in\\_Conflict\\_and\\_Stabilisation\\_Contexts\\_-\\_January\\_2020\\_-\\_Stabilisation\\_Unit.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/866351/How_to_Guide_on_Gender_and_Strategic_Communication_in_Conflict_and_Stabilisation_Contexts_-_January_2020_-_Stabilisation_Unit.pdf)

E Judson et al., « Engendering hate: The contours of state-aligned gendered disinformation online », 2020, consulté le 10 mai 2021, <https://demos.co.uk/project/engendering-hate-the-contours-of-state-aligned-gendered-disinformation-online/>

14 K Tumulty et al., « How sexist, racist attacks on Kamala Harris have spread online — a case study », The Washington Post, 7 octobre 2020, consulté le 8 avril 2021, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/10/07/kamala-harris-sexist-racist-attacks-spread-online/>

15 Amnesty International Royaume-Uni, « Black and Asian women

MPs abused more online », 2017, consulté le 24 mai 2021, <https://www.amnesty.org.uk/online-violence-women-mps>

16 Ibid.

17 Council on Foreign Relations, « Gendered disinformation, democracy and the need for a new digital social contract », 2021, consulté le 23 juin 2021, <https://www.cfr.org/blog/gendered-disinformation-democracy-and-need-new-digital-social-contract>

18 The Economist, « Measuring the prevalence of online violence against women », 2021, consulté le 23 juin 2021, <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>

19 Gouvernement du Royaume-Uni, « How to guide: Gender and strategic communications in conflict and stabilisation contexts », 2020, consulté le 26 mai 2021, [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/866351/How\\_to\\_Guide\\_on\\_Gender\\_and\\_Strategic\\_Communication\\_in\\_Conflict\\_and\\_Stabilisation\\_Contexts\\_-\\_January\\_2020\\_-\\_Stabilisation\\_Unit.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/866351/How_to_Guide_on_Gender_and_Strategic_Communication_in_Conflict_and_Stabilisation_Contexts_-_January_2020_-_Stabilisation_Unit.pdf)

20 Ibid.

21 Ibid.

22 The Economist Intelligent Unit, « Measuring the prevalence of online violence against women », 2021, consulté le 23 juin 2021, <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>

23 Ibid.

24 S Gupta, « Women are targeted with fake news more than men – why? », The Quint, 2021, consulté en avril 2021, <https://www.thequint.com/news/webqqof/explained-why-fake-news-misinformation-around-women-more-than-men#read-more>

25 Ibid.

26 La situation des filles dans le monde 2019, Plan International : « Réécrire son histoire : l’influence des stéréotypes dans les films et les médias sur la vie et les ambitions de leadership des filles et des jeunes femmes », consulté le 14 juillet 2021, <https://plan-international.org/file/37644/download?token=h5rTlCoV>

27 MG Sessa, « Misogyny and misinformation: An analysis of gendered disinformation tactics during the COVID-19 pandemic », consulté le 5 avril 2021, <https://www.disinfo.eu/publications/misogyny-and-misinformation-an-analysis-of-gendered-disinformation-tactics-during-the-covid-19-pandemic/>

28 ONU Femmes, « Youth volunteers combat online misinformation on COVID-19 in Arab States » (De jeunes bénévoles luttent contre la mésinformation en ligne concernant la Covid-19 dans les États arabes), 2020, consulté le 10 mai 2021, <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/5/feature-youth-volunteers-combat-covid-19-misinformation>

29 Ibid.

30 J Posetti et A Matthews, « A short guide to the history of ‘fake news’ and disinformation », International Center for Journalists, 2018, consulté le 5 avril 2021, <https://www.icfj.org/news/short-guide-history-fake-news-and-disinformation-new-icfj-learning-module>

31 N Persily et J Tucker, « Social media and democracy: The state of the field, prospects for reform », Cambridge University Press, 2020.

A Bessi et E Ferrara, « Social bots distort the 2016 US Presidential Election online discussion », 2017, consulté le 26 mai 2021, [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2982233](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2982233)

J Weedon, W Nuland et A Stamos, « Information operations and Facebook », 2017, consulté le 26 mai 2021, [https://i2.res.24o.it/pdf2010/Editrice/ILSOLE24ORE/ILSOLE24ORE/Online/Oggetti\\_Embedded/Documenti/2017/04/28/facebook-and-information-operations-v1.pdf](https://i2.res.24o.it/pdf2010/Editrice/ILSOLE24ORE/ILSOLE24ORE/Online/Oggetti_Embedded/Documenti/2017/04/28/facebook-and-information-operations-v1.pdf)

32 V Pickard, « Media failures in the age of Trump », The Political Economy of Communication, vol. 4, n° 2, 2016.

33 J Bayer et al., « Désinformation et propagande : incidence sur le fonctionnement de l’état de droit dans l’Union européenne et ses États membres », Parlement européen, 2019, consulté le 7 avril 2021, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608864/IPOL\\_STU\(2019\)608864\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608864/IPOL_STU(2019)608864_EN.pdf)



34 Ibid.

35 J Hemsley, « Followers retweet! The influence of middle-level gatekeepers on the spread of political information on Twitter », Policy & Internet, vol. 11, n° 3, 2019.

PN Howard, « New media campaigns and the managed citizen », Cambridge University Press, 2006.

D Kreiss, « Micro-targeting, the quantified persuasion », Internet Policy Review, vol. 6, n° 4, 2017.

36 S Bradshaw, « Influence operations and disinformation on social media », Modern Conflict and Artificial Intelligence, Centre for International Governance Innovation, 2020, consulté le 3 avril 2021, <https://www.cigionline.org/articles/influence-operations-and-disinformation-social-media/>

37 Vosoughi, Roy et Aral

38 Ibid.

39 E Taylor, LM Neudert, S Hoffmann et PN Howard, « Follow the money: How the online advertising ecosystem funds COVID-19 junk news and disinformation », Comprop working paper - Oxford Internet Institute, 2020, consulté le 4 avril 2021, <https://demotech.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/93/2020/08/Follow-the-Money-3-Aug.pdf>

40 R Wingfield, « A human rights-based approach to disinformation », Global Partners Digital, 2019, consulté le 11 avril 2021, <https://www.gp-digital.org/a-human-rights-based-approach-to-disinformation/>

41 Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, « Joint declaration on freedom of expression and “fake news”, disinformation and propaganda », Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 2017, consulté le 11 avril 2021, <https://www.osce.org/fom/302796>

42 Nations Unies, « 5 ways the UN is fighting ‘infodemic’ of misinformation », (5 moyens par lesquels les Nations Unies luttent contre la « pandémie de la désinformation »), Nations Unies, 2020, consulté le 9 avril 2021, <https://www.un.org/en/un-coronavirus-communications-team/five-ways-united-nations-fighting-infodemic-misinformation>

43 Ibid.

44 Commission européenne, « Assessment of the code of practice on disinformation – Achievements and areas for further improvement » (Évaluation du code de pratique sur la désinformation – accomplissements et domaines appelant d’autres améliorations), Commission européenne, 2020, consulté le 11 avril 2021, <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/assessment-code-practice-disinformation-achievements-and-areas-further-improvement>

45 Ibid.

46 D Funke et D Flamini, « A guide to anti-misinformation actions around the world », Poynter, 2021, consulté le 5 avril 2021, <https://www.poynter.org/ifcn/anti-misinformation-actions/>

47 L Spinney, « Fighting Ebola is hard. In Congo, fake news makes it harder », Science Magazine, 2019, consulté le 5 avril 2021, <https://www.sciencemag.org/news/2019/01/fighting-ebola-hard-congo-fake-news-makes-it-harder>

48 T Sonnemaker, « Facebook, Google, Microsoft, Reddit and Twitter just said they’re working together to fight coronavirus misinformation », Business Insider, 2020

49 S Singh et KKJ Bagchi, « How internet platforms are combating disinformation and misinformation in the age of COVID-19 », New America, 2020, consulté le 2 avril 2021

50 UK Youth, « UK Youth launches new digital literacy programme with support from Google and YouTube », 2020, consulté le 10 mai 2021, <https://www.ukyouth.org/2020/02/uk-youth-launches-new-digital-literacy-programme-with-support-from-google-and-youtube/>

51 M Landi, « Social media firms ‘failing to meet even minimum test’ over Covid misinformation », The Evening Standard, 2021, consulté le 4 avril 2021, <https://www.standard.co.uk/news/uk/facebook-twitter-youtube-instagram-government-b927097.html>

52 Centre for Countering Digital Hate, 2020, consulté le 3 juillet 2021, <https://restlessdevelopment.org/wp-content/uploads/2020/06/WiltoAct.pdf>

53 S Chandler, « Facebook’s coronavirus misinformation policy at odds with political ads stance », Forbes, 2020, consulté le 7 avril 2021 [https://www.forbes.com/sites/simonchandler/2020/04/16/facebook-coronavirus-misinformation-policy-at-odds-with-](https://www.forbes.com/sites/simonchandler/2020/04/16/facebook-coronavirus-misinformation-policy-at-odds-with-political-ads-stance/?sh=54147a523610)

[political-ads-stance/?sh=54147a523610](https://www.forbes.com/sites/simonchandler/2020/04/16/facebook-coronavirus-misinformation-policy-at-odds-with-political-ads-stance/?sh=54147a523610)

54 World Wide Web Foundation, 2014, « Digital Media and Children’s Rights: Safeguarding Human Rights Online » (Les médias numériques et les droits des enfants : la protection des droits humains en ligne), consulté le 3 juin 2020, <https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/CRC/Discussions/2014/WorldWideWebFoundation-AssociationforProgressiveCommunications-CJCP.pdf>.

55 Media Smarts, « The intersection of digital and media literacy », Media Smarts, consulté le 10 mai 2021, <https://mediasmarts.ca/digital-media-literacy/general-information/digital-media-literacy-fundamentals/intersection-digital-media-literacy>

56 TC Helmus, JV Marrone, MN Posard et D Schlang, « Russian propaganda hits its mark: Experimentally testing the impact of Russian propaganda and counter-interventions », RAND Corporation, 2020, consulté [https://www.rand.org/pubs/research\\_reports/RRA704-3.html](https://www.rand.org/pubs/research_reports/RRA704-3.html)

57 EK Vraga, M Tully, H Atki et H Rojas, « Modifying perceptions of hostility and credibility of news coverage of an environmental controversy through media literacy », Journalism, vol. 13, n° 7, 2012.

58 TM Scull et JB Kupersmidt, « An evaluation of a media literacy program training workshop for late elementary school teachers », The Journal of Media Literacy Education, vol. 2, n° 3, 2011.

59 Du fait que les langues couvertes par l’outil se limitaient au français, à l’anglais et à l’espagnol, les publications concernées dans d’autres langues n’ont pas été prises en compte dans l’étude.

60 L Geddes et S Marsh, « Concerns grow for children’s health as screen time soars during Covid crisis », The Guardian, 2021, consulté le 21 juin 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/22/children-health-screen-times-covid-crisis-sleep-eyesight-problems-digital-devices>

61 Nous entendons par « sujets sociaux » des questions d’intérêt public qu’une personne cherche à comprendre et relativement auxquelles elle s’engage en vue d’améliorer la société. Compilée sur la base de discussions entre les équipes de Plan International chargées des campagnes, des communications et des recherches, la liste visait à tenir compte des sujets qui pouvaient être liés à la participation civique et politique ainsi qu’à divers domaines thématiques dans le cadre des travaux de Plan International.

62 S.S Patterson et al. « What are the barriers and challenges faced by adolescents when searching for sexual health information on the internet? Implications for policy and practice from a qualitative study », Sexually Transmitted Infections, 95, 2019, pp. 462 à 467.

63 Rapports de Plan International sur la situation des filles dans le monde : 2020, « Libres de surfer en ligne », 2018 « En danger dans la ville »

64 M MacGregor, « Empowering young people – and adults – to tell fake news from facts », DW Made for Minds, 2020, consulté le 10 mai 2021, <https://www.dw.com/en/empowering-young-people-and-adults-to-tell-fake-news-from-facts/a-55128051>

65 Ibid.

66 H Barber, « Finland’s secret weapon in the fight against fake news: its kindergarten children », The Telegraph, 2021, consulté le 10 mai 2021, <https://www.telegraph.co.uk/global-health/climate-and-people/finlands-secret-weapon-fight-against-fake-news-kindergarten/>

67 Ibid.

68 BBC News, 23 juin 2021, consulté le 16 juillet 2021, <https://www.bbc.co.uk/news/technology-57569336>

69 The Independent, 1er juillet 2021, « Facebook, Tik Tok, Google and Twitter vow to tackle pandemic of online abuse against women », consulté le 15 juillet 2021

70 Observation générale n° 25 (2021) du Comité des droits de l’enfant sur les droits des enfants relativement à l’environnement numérique, Observation générale n° 20 (2016) du Comité des droits de l’enfant sur la mise en œuvre des droits de l’enfant au cours de l’adolescence

71 Pour des détails complémentaires sur la méthodologie, les questions d’éthique et la protection, veuillez consulter la page 27 du rapport technique « La situation des filles dans le monde »

72 Du 9 février au 7 mars 2021 (Ipsos) et du 27 février au 19 mars

2021 (GeoPoll)

73 Les entretiens au Burkina Faso et au Brésil et un entretien sur deux en Indonésie ont été menés avec l’aide de traducteurs en français, en portugais et en bahasa. Les entretiens au Bénin, en Égypte, au Népal et en République dominicaine (un entretien sur deux seulement), ainsi qu’en Espagne et au Pérou, ont été effectués directement en français, en arabe, en espagnol et en portugais, avant d’être transcrits, puis traduits en anglais. Tous les autres entretiens ont été menés en anglais.





# AUX FILLES, L'ÉGALITÉ

## À PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL

Plan International est une organisation humanitaire et de développement indépendante qui défend les droits des enfants et l'égalité pour les filles. Nous aspirons à un monde juste, en travaillant de concert avec les enfants, les jeunes, les sympathisants et les partenaires. Forte de son influence, de son expérience et de ses connaissances, Plan International impulse des changements dans les pratiques et politiques tant aux niveaux local et national que mondial. Nous agissons indépendamment de tous les gouvernements, de toutes les religions et de tous les partis politiques. Depuis plus de 80 ans, nous forgeons des partenariats solides en faveur des enfants et nous sommes aujourd'hui présents dans plus de 75 pays.

**Girls Get Equal (« Aux filles, l'égalité ! »)** : Depuis plus de dix ans, Plan International milite pour les droits des filles. Créée en collaboration avec de jeunes militantes et militants du monde entier, la campagne « Aux filles, l'égalité ! » vise à s'assurer que les filles et les jeunes femmes exercent un pouvoir égal pour contrôler leur propre vie et qu'elles peuvent façonner le monde qui les entoure. Pour parvenir à l'égalité de genre dans un monde de plus en plus numérique, les espaces en ligne doivent être plus sûrs, accessibles et abordables pour tout le monde. Les filles et les jeunes femmes, dans toutes leurs diversités, doivent être libres d'être elles-mêmes : pour mener des campagnes, prendre des mesures collectives et prendre des décisions sur les questions qui touchent leur vie, où qu'elles soient.

### Plan International

Global Hub

Dukes Court, Duke Street, Woking,  
Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni

Tel: +44 (0) 1483 755155

Fax: +44 (0) 1483 756505

E-mail: [info@plan-international.org](mailto:info@plan-international.org)

[plan-international.org](http://plan-international.org)

Publié en 2021



[facebook.com/planinternational](https://facebook.com/planinternational)



[twitter.com/planglobal](https://twitter.com/planglobal)



[instagram.com/planinternational](https://instagram.com/planinternational)



[linkedin.com/company/plan-international](https://linkedin.com/company/plan-international)



[youtube.com/user/planinternationaltv](https://youtube.com/user/planinternationaltv)